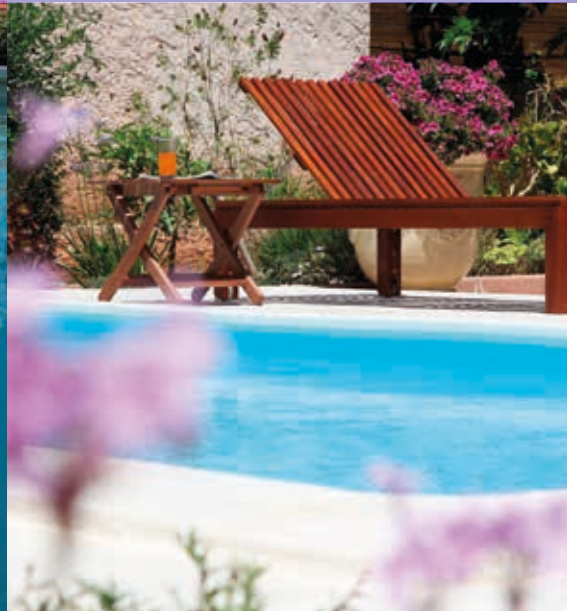




Rapport annuel 2014-2015



FICHE D'IDENTITÉ

PISCINES DESJOYAUX S.A.

Siège social

42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280
42484 La Fouillouse cedex FRANCE
Tél. 33 (0) 477 36 12 12 Fax. 33 (0) 477 36 12 10

Activité du Groupe

Fabrication et commercialisation de piscines et articles périphériques

Président du Conseil d'Administration

Monsieur Jean-Louis DESJOYAUX

Administrateurs

Madame Catherine JANDROS
Monsieur Nicolas DESJOYAUX

Président Directeur Général

Monsieur Jean-Louis DESJOYAUX

Directeur Général Délégué

Madame Catherine JANDROS

Commissaires aux comptes

Michel TAMET et Associés • Monsieur Michel TAMET
SECA FOREZ • Monsieur Pierre GÉRARD

RCS 351 914 379

Code Bourse ISIN FR0000061608



SOMMAIRE GÉNÉRAL

	Préambule	3
	Rapport de Gestion social et consolidé	7
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés		30
	Bilan consolidé et Annexes	31
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels		58
	Comptes annuels et Annexes	59
	Rapport spécial sur les conventions réglementées	70
	Textes des résolutions à l'AGO	73



Jean Desjoyaux, fondateur des Piscines Desjoyaux, nous a quitté cet été à l'aube de son 87^e anniversaire. Travailleur infatigable, toujours à la recherche d'un nouveau produit, il aura consacré sa vie à son entreprise, à sa famille, à ses clients. Il nous manquera !

Née d'une expérience personnelle, la piscine Desjoyaux est devenue un concept, un savoir-faire, une réussite. En 1966, Jean Desjoyaux, alors entrepreneur en maçonnerie, construit sa première piscine pour offrir à ses enfants un lieu de vacances à la maison. C'est la naissance d'un nouveau genre de piscine qui repose sur deux concepts exclusifs et différents: la structure monobloc et la filtration sans canalisation.

En 1974, Jean Desjoyaux constitue la société Forez Piscines pour soutenir ce concept innovant. Il est alors rejoint par son premier concessionnaire, Patrice Payre à Clermont-Ferrand. Le groupe Piscines Desjoyaux réalise alors 120 piscines par an.

En 1978, le premier brevet sur le coffrage "perdu" est déposé. Il s'agit d'un coffrage permanent actif dont la composition n'a cessé d'évoluer avec le temps.

En 1983, un système de filtration sans canalisations est créé: un produit révolutionnaire.

En 1984, débute la constitution d'un réseau de concessionnaires exclusifs. Aujourd'hui, le Groupe compte plus de 300 points de vente dans 86 pays (y compris DOM-TOM). 11 magasins en propre sont exploités en France.

En 1991, le Groupe investit dans un nouveau site de production marquant le passage de l'artisanat à l'industrie. C'est la démocratisation de la piscine grâce à la diminution des prix de vente. Les réalisations passent à 4450 piscines par an.

Ces dernières années, ce sont plus de 50 millions d'euros qui ont été investis par le Groupe Piscines Desjoyaux pour garder son avantage concurrentiel au travers du développement de nouveaux produits visant à l'élargissement de la gamme Desjoyaux (escalier jet-set, nouvelle face avant, abris, escalier intérieur...), une conquête de nouveaux marchés (6 filiales de commercialisation à l'international) et une industrialisation du processus de fabrication de piscines passant par l'automatisation de la majorité des process de fabrication.

Depuis 2009, le Groupe a ainsi automatisé la fabrication des structures de piscines, des escaliers, des groupes de filtration et plus récemment la fabrication du liner.

En 2014, le Groupe va encore plus loin dans l'intégration du procès de fabrication sur site avec un nouvel atelier permettant l'extrusion des matières premières servant à la fabrication des panneaux de piscines.

Aujourd'hui, le Groupe Piscines Desjoyaux compte 262 collaborateurs et s'est doté d'une organisation efficace afin de garantir une présence forte en France comme à l'international.

Sur le plan national le maillage dense du territoire se fait au travers de:

- 138 points de vente exploités sous forme de concession exclusive,
- 11 magasins en propre

À l'international, le Groupe est présent:

- au travers d'importateurs exclusifs dans 65 pays et territoires et départements d'outre-mer.
- Au travers de 6 filiales de commercialisation, le groupe a renforcé sa stratégie commerciale à l'international avec la Chine, le Brésil ou les États-Unis, l'Allemagne, l'Espagne ou encore en l'Italie.

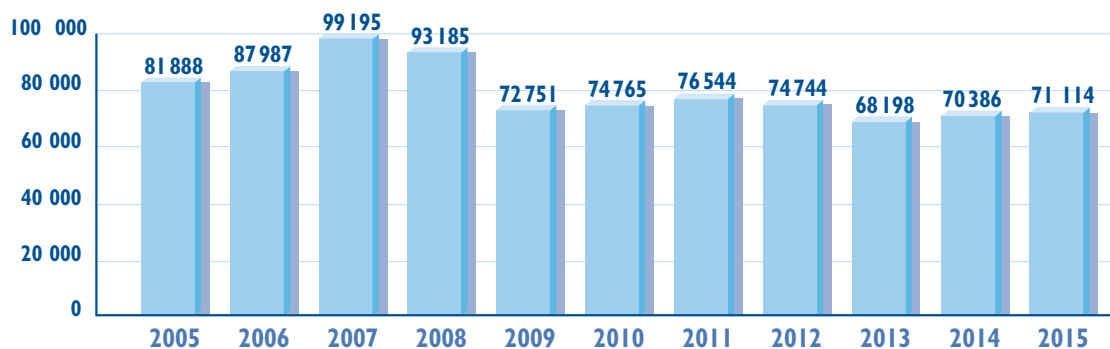
Le groupe s'est ainsi doté de moyens lui permettant de conforter sa position de leader européen sur le marché de la piscine enterrée.



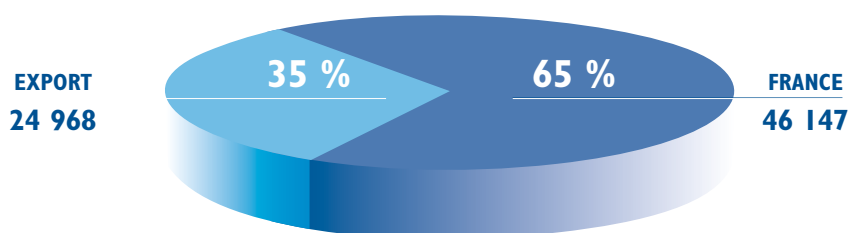
CHIFFRES CLÉS Au 31 août 2015

Données en K€	Exercice 2014/2015	Exercice 2013/2014	Variation %
Chiffre d'affaires	71 114	70 386	1 %
Résultat opérationnel courant	4 505	5 661	- 20 %
Coût de l'endettement financier net	(434)	(446)	3 %
Résultat net part du Groupe	2 649	3 490	- 24 %

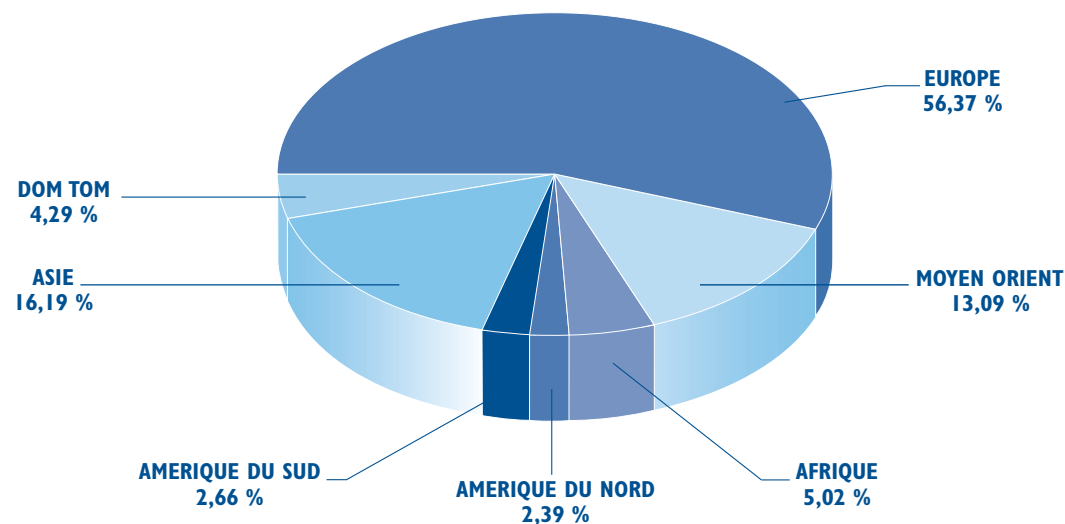
CHIFFRES D'AFFAIRES CONSOLIDÉS EN K€



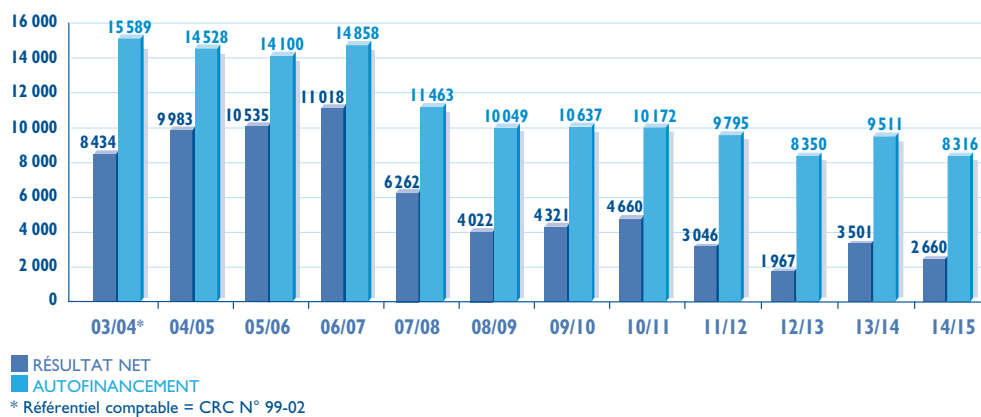
CHIFFRES D'AFFAIRES PAR ZONE EN K€



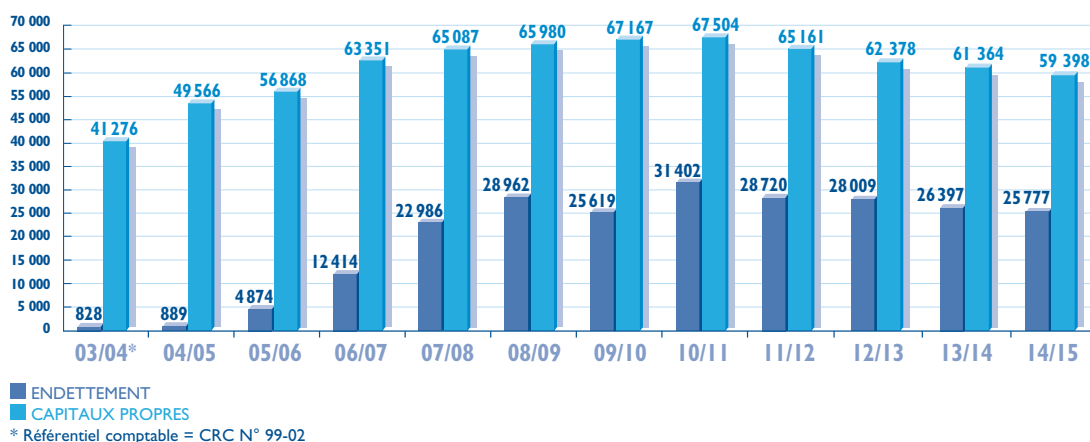
RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EXPORT



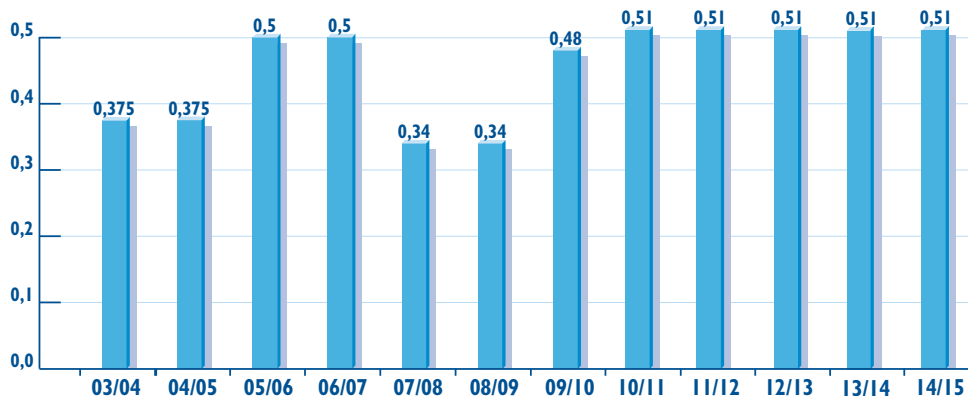
ÉVOLUTION DU RÉSULTAT ET DE L'AUTOFINANCEMENT EN K€



ÉVOLUTION DE L'ENDETTEMENT ET DES CAPITAUX PROPRES EN K€



DIVIDENDES DISTRIBUÉS PAR ACTION





ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT

J'atteste, qu'à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à La Fouillouse, le 21 décembre 2015

Jean-Louis Desjoyaux
Président du Conseil d'Administration
Directeur Général



RAPPORT DE GESTION SOCIAL ET CONSOLIDÉ
Au 31 août 2015



SOMMAIRE RAPPORT DE GESTION

I	MÉTIERS ET ACTIVITÉS DU GROUPE PISCINES DESJOYAUX	10
1.1	Marché du Groupe	10
1.1.1	Positionnement et clientèle	10
1.1.2	Métiers et savoir-faire du Groupe	10
1.2	Produits commercialisés	11
1.3	Réseau de distribution / Développement stratégique	11
2	RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	12
3	ANALYSE OBJECTIVE DE L'ACTIVITE ET DE SON EVOLUTION AU COURS DE L'EXERCICE	12
3.1	Présentation de l'activité de la société mère - Comptes sociaux	12
3.2	Situation du groupe au cours de l'exercice	12
3.2.1	Evolution des activités dominantes	12
3.2.2	Evolution du ROC et de l'EBITDA	13
3.2.3	Endettement - Politique d'investissement	13
3.2.4	Coût de l'endettement financier net - Résultats avant impôts	13
3.2.5	Résultat net du Groupe	13
3.2.6	Structure financière	14
4	PÉRIMÈTRE DU GROUPE - FILIALES ET PARTICIPATIONS	14
4.1	Périmètre de consolidation	14
4.2	Périmètre d'intégration fiscale	15
4.3	Filiales et participations	15
4.3.1	Prise de participation	15
4.3.2	Cession de participation	15
4.4	Organigramme du Groupe	16
5	ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	17
6	PERSPECTIVES	17
7	PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ PISCINES DESJOYAUX	17
8	DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT	17
9	OBSERVATIONS DU COMITÉ D'ENTREPRISE	18
10	DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS DE LA SOCIÉTÉ PISCINES DESJOYAUX SA	18
II	PRESENTATION SOCIALE DU GROUPE	18
11.1	Faits marquant au cours de l'exercice	18
11.2	Effectif du Groupe	18
11.3	Egalité hommes/femmes, effort d'insertion et actions sociales	19
11.3.1	Préambule	19
11.3.2	Egalité hommes/femmes	19
11.3.3	Emploi et insertion des travailleurs handicapés	19
11.3.4	Formation continue	20
11.3.5	Evolution interne	20
11.3.6	Œuvres sociales	20
11.3.7	Lutte contre les discriminations	20
11.4	Organisation du temps de travail	20
11.4.1	Répartition temps plein/temps partiel	20
11.4.2	Modulation du temps de travail et heures supplémentaires	20
11.4.3	Absentéisme/accidents du travail/arrêts maladie sur l'UES	20
11.5	Politique de rémunération au sein du Groupe	21
11.6	Intéressement et participation	21
11.6.1	Intéressement	21
11.6.2	Participation	21
11.7	Relation professionnelle/IRP	21



11.7.1 Organisation syndicale.....	21
11.7.2 Comité d'entreprise.....	21
11.7.3 Conventions collectives.....	21
11.7.4 Hygiène et sécurité.....	21
11.7.5 Sous-traitance.....	21
12 GOUVERNANCE D'ENTREPRISE.....	22
12.1 Choix et modalité d'exercice de la Direction Générale.....	22
12.2 Rémunérations et avantages de toute nature versées aux mandataires sociaux.....	23
12.3 Mandats des commissaires aux comptes.....	23
12.5 Mandats des administrateurs.....	23
13 DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	23
13.1 Politique générale.....	23
13.2 Pollution et gestion des déchets.....	23
13.3 Mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique.....	24
13.4 Démarche d'évaluation ou de certification entreprise en matière d'environnement.....	24
13.5 Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité de la société aux dispositions législatives ou réglementaires applicables en matière d'environnement.....	24
13.6 Montant des provisions garanties pour risques en matière d'environnement.....	24
13.7 Montant des indemnités versées au cours de l'exercice en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement.....	24
13.8 Objectifs assignés aux filiales à l'étranger.....	24
13.9 Utilisation durable des ressources.....	24
14 INFORMATION SUR LES RISQUES.....	25
14.1 Risques de marché.....	25
14.1.1 Risque de liquidité.....	25
14.1.2 Risque de taux.....	25
14.1.3 Risque de change.....	25
14.2 Risques généraux d'exploitation.....	25
14.2.1 Aléas météorologiques.....	25
14.2.2 Risque pays.....	25
15 ACTIVITÉ RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT.....	25
15.1 Pôle Recherche.....	25
15.2 Pôle Développement.....	25
16 ACTIONNARIAT ET SITUATION DU COURS DE BOURSE.....	26
16.1 Capital social.....	26
16.1.1 Capital social de Piscines Desjoyaux SA.....	26
16.1.2 Capital potentiel.....	26
16.1.3 Droit de vote double.....	26
16.1.4 Franchissement de seuils légaux.....	26
16.1.5 Evolution du capital social.....	26
16.1.6 Actionnariat du Groupe.....	26
16.2 Opérations sur les actions de la société.....	27
16.2.1 Option de souscription d'actions et d'achat d'action.....	27
16.2.2 Programme de rachat par la société de ses propres actions.....	27
16.2.3 Attribution d'actions gratuites.....	27
16.2.4 Participation des salariés au capital.....	27
16.2.5 Délégation en cours de validité.....	27
16.3 Desjoyaux en Bourse.....	28
16.3.1 Evolution en cours de bourse.....	28
16.3.2 Informations boursières.....	28
Tableau des résultats financiers au cours des cinq derniers exercices.....	28



Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de Commerce pour vous rendre compte de l'activité de notre Société, de ses filiales et du groupe PISCINES DESJOYAUX au cours de l'exercice clos le 31 août 2015, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir.

Nous soumettrons également à votre approbation le bilan, les comptes annuels sociaux et consolidés dudit exercice, le renouvellement des mandats de nos administrateurs, et nous vous demanderons enfin de statuer, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, sur l'opportunité d'une augmentation de capital réservée aux salariés dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 et suivant du Code du travail.

I. MÉTIERS ET ACTIVITÉS DU GROUPE

I.1 Marchés du Groupe

I.1.1 Positionnement et clientèle

Le marché de la piscine comprend principalement les segments suivants :

Type de localisation	Type de piscine	Type d'utilisation	Marchés connexes
Extérieur	Enterrée	Individuelle	Rénovation
Intérieur	Semi-enterrée	Collective	Equipements accessoires
	Hors-sols	Publique	Sauna/SPA Abris

Pionnier sur le marché de la piscine enterrée, le groupe Piscines Desjoyaux a su capitaliser une cinquantaine d'années d'expérience afin de proposer une offre innovante répondant aux attentes du plus grand nombre avec une gamme complète et adaptée à tous les budgets.

Le groupe Piscines Desjoyaux se remet continuellement en question en proposant des produits innovants et en investissant régulièrement afin de proposer le meilleur rapport qualité/prix du marché pour répondre aux problématiques de tous.

La piscine est aujourd'hui la nouvelle pièce à vivre de la maison: c'est dans cet esprit que le groupe Piscines Desjoyaux travaille à destination de tous types de clientèles.

I.1.2 Métiers et savoir-faire du Groupe

Son savoir-faire repose sur deux concepts clés qui ont fait son succès depuis la construction de la première piscine par Jean Desjoyaux en 1966:

- **Le coffrage permanent actif**

Inventé par Jean Desjoyaux et breveté dès 1978, ce concept exclusif de "coffrage permanent actif" est constitué d'éléments injectés en polypropylène recyclé. Il s'inscrit ainsi dans une démarche écologique. Le Groupe a développé récemment un élément de plus grande taille particulièrement adapté aux marchés internationaux permettant une réduction des coûts de montage.

Destiné à recevoir du béton, le coffrage garantit la résistance de l'ouvrage, notamment au gel et aux mouvements de bassin.

Les éléments du coffrage sont assemblés à la forme et aux dimensions de la piscine; ils sont imputrescibles pour garantir la longévité de la réalisation.

- **La filtration sans canalisations**

Inspiré par les moteurs de hors-bord de bateaux, le système exclusif Desjoyaux est conçu sans canalisations évitant ainsi les travaux longs et coûteux des tuyaux enterrés, et éliminant tout risque de fuite.

Installé en cavalier sur la paroi du bassin, le groupe de filtration est complètement indépendant de la structure et peut être déposé, stocké pour hivernage.

Le groupe de filtration peut également être intégré au bassin, favorisant ainsi l'esthétique de la piscine.

La filtration est l'un des avantages concurrentiels du groupe ayant justifié plusieurs millions d'euros d'investissement pour l'élaboration d'un nouveau groupe de filtration commercialisé depuis mars 2014.



I.2 Produits commercialisés

Le Groupe Desjoyaux a forgé son succès sur la piscine standard familiale, "prête à plonger" forte d'un rapport qualité/prix imbattable. C'est désormais au niveau mondial que la clientèle est séduite par le concept. La maturation du marché français et de certains marchés étrangers a révélé d'autres attentes de la clientèle, incitant la marque à élargir son offre "produits".

En se diversifiant ainsi, le Groupe affirme son ambition d'apporter une solution globale 100 % Desjoyaux à chaque client.

- **La piscine en kit**

La piscine en kit constitue une offre d'entrée de gamme s'inscrivant dans le segment du "do it yourself".

- **La piscine standing**

Des piscines de toutes formes, de toutes dimensions et ayant accès à toutes options de confort constituent une offre répondant à la demande de produits très sophistiqués sur le segment du prêt-à-plonger.

Le Groupe, toujours à l'écoute de la clientèle, a développé une offre spécifique à prix très abordable.

- **La piscine collective**

Un segment qui continue à être très porteur pour lequel le Groupe a constitué un bureau d'étude spécialisé afin de répondre aux attentes spécifiques du secteur. A cet égard, le Groupe a engagé la construction de la première piscine collective à Ramallah en Palestine.

- **La rénovation**

L'augmentation du parc de piscines dans le monde entraîne un développement du segment de la rénovation tant dans le domaine collectif que dans le domaine des piscines privées. Le Groupe offre une large gamme de solutions de rénovation adaptées à l'ensemble des bassins, à la marque Desjoyaux ou non.

- **Les équipements et l'entretien**

Volets roulants, robots, barrières, alarmes, abris, éclairages, pompes à chaleur, spas, saunas, traitements d'eau, mobiliers de jardins... le Groupe Desjoyaux affirme son statut de généraliste de l'environnement de la piscine en déclinant son savoir-faire à travers toute une gamme d'équipements et d'accessoires: une vraie source de croissance pour le groupe.

- **La piscine flottante Mobipool**

Un nouveau concept a été développé consistant en l'installation d'un bassin modulable en milieu aquatique naturel. Cette innovation a fait l'objet d'un brevet au niveau mondial. La première piscine a été installée en Asie.

Le Groupe a lancé la commercialisation de ce type de produits en Europe dès septembre 2015.

I.3 Réseau de distribution/Développement stratégique

En France, le Groupe dispose d'un réseau de 149 points de vente:

- 138 sous forme de concession exclusive,
- 11 magasins en propre au 31 août 2015

Sur le marché français, toujours très concurrentiel, le groupe maintient sa position de leader et entend la renforcer via la prise de part de marché grâce à une offre toujours plus concurrentielle et innovante.

À l'international, les produits sont distribués dans 71 pays au travers d'importateurs exclusifs ou de filiales de commercialisation:

- En Espagne, Desjoyaux Iberica (DISA) exploite neuf magasins (DP Barcelona, DP MADRID, DP Guadalajara, DP Ibiza, DP Valencia, DP Girona, DP Canovelles, DP Alicante et DP Santander) et anime un réseau de distributeurs. Desjoyaux Iberica (DISA) effectue en outre la distribution des produits et services de la marque au Portugal par l'intermédiaire de sa filiale Desjoyaux Lisboa.
- En Allemagne, Desjoyaux Deutschland GmbH anime un réseau de distributeurs et exploite: DP Freising GmbH.
- En Italie, Desjoyaux Italia SRL anime un réseau de distributeurs et exploite un magasin: DP Collegno SRL.
- Aux États-Unis, Desjoyaux Pools USA LLC exploite un magasin: Desjoyaux Pools Atlanta LLC.
- Au Brésil, Piscinas Desjoyaux Industria e Comercio de Piscinas LTda exploite un magasin: Desjoyaux Curitiba - Comercio de Piscinas LTda.
- En Chine: la société Shenzen Desjoyaux Swimming Pools Equipments anime un réseau de distributeurs et exploite un magasin. Un projet visant à l'ouverture d'un second magasin dans la ville de Shanghai est en cours.
- En Autriche: une filiale est en cours de création à Saint-Hippolyte en basse Autriche pour l'exploitation d'un magasin ainsi que l'animation de notre réseau de distribution.

Pour les autres pays: la distribution des produits est assurée par des importateurs exclusifs.



2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes sociaux et les comptes consolidés au 31 août 2015 que nous soumettons à votre approbation ont été établis en conformité avec les règles de présentation et les méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Un descriptif détaillé de ces règles et méthodes ainsi que de la méthode de consolidation appliquée, vous est présenté au paragraphe 6 des comptes consolidés.

3. ANALYSE OBJECTIVE DE L'ACTIVITE ET DE SON EVOLUTION AU COURS DE L'EXERCICE

3.1 Présentation de l'activité de la société mère - Comptes sociaux

La société Piscines Desjoyaux SA, société mère du Groupe procède à l'animation de ses filiales.

Elle centralise et gère la trésorerie, procède à la refacturation aux différentes sociétés des frais généraux de fonctionnement commun à chacune d'elle ainsi que des redevances de brevets.

Au titre de l'exercice clos le 31 août 2015 :

Le chiffre d'affaires HT s'est élevé à 4095 k€ contre 3429 k€ au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 19,42 %.

Cette variation s'explique par l'augmentation des charges facturées aux diverses entités du Groupe et notamment suite à la mise en place sur la société Piscines Desjoyaux SA d'un contrat d'assurance couvrant les indemnités de fin de carrière pour l'ensemble des salariés des sociétés françaises du groupe.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 4613 k€ contre 3950 k€ au titre de l'exercice précédent, soit une augmentation d'environ 16,78 %;

Les charges d'exploitation se sont élevées à 4273 k€ contre 3758 k€ au titre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 13,70 % s'expliquant comme indiqué ci-dessus;

Le résultat d'exploitation ressort en conséquence à 341 k€ contre 192 k€ au titre de l'exercice précédent en progression de 77,60 %;

Le total des produits financiers provenant essentiellement des dividendes perçus de la société FOREZ PISCINES se monte à 6715 k€ contre 5 150 k€ pour l'exercice clos le 31 août 2014 soit une progression de 30,39 %.

Les charges financières sont en forte hausse, elles s'établissent à 1 812 k€ contre 547 k€ pour l'exercice précédent ce qui s'explique par une augmentation des dotations pour dépréciations des créances de nos filiales Desjoyaux Piscines France et Desjoyaux Pools International.

Le résultat financier ressort à 4903 k€ contre 4604 k€ pour l'exercice précédent en progression de 6,49 %.

Le résultat courant avant impôt de l'exercice ressort ainsi à 5244 k€ contre 4795 k€ pour l'exercice précédent, soit une progression de 9,36 %.

Après prise en compte d'un résultat exceptionnel de 11 K€ (contre + 131 K€ au titre de l'exercice précédent) et de l'impôt sur les bénéfices de 361 k€, **l'exercice se solde par un bénéfice de 4 867 559 € contre 4 491 635 € au titre de l'exercice précédent, soit une variation de 8,37 %.**

Au 31 août 2015, le total du bilan de la Société s'élevait à 53759 k€ contre 54265 k€ pour l'exercice précédent.

Est joint en annexe au présent rapport, le tableau des résultats prévu par l'article R 225-102 du Code de commerce.

3.2 Situation du groupe au cours de l'exercice

3.2.1 Evolution des activités dominantes

Le chiffre d'affaires consolidé au titre de l'exercice 2015 s'élève à 71,1 millions d'euros, contre 70,4 millions d'euros pour l'exercice 2014 soit une progression de 1,03 %.

En France, notre volume d'activité est resté stable par rapport à l'exercice précédent: malgré un premier semestre en retrait par rapport à l'exercice précédent, le lancement d'un nouveau produit d'entrée de gamme associé aux conditions climatiques favorables de la saison estivale, nous ont permis de rattraper notre retard au cours du second semestre.

L'équipement continu de représenter une part importante de notre activité sur le marché Français.

A l'international, notre volume d'activité est resté globalement stable. L'activité a été marquée par le contexte géopolitique difficile de certains pays, notamment sur le Moyen Orient et l'Afrique du Nord où nous constatons une baisse significative de notre activité qui a été compensée par une progression de notre activité en Europe.

Par ailleurs, nous avons poursuivi notre développement avec l'arrivée d'un nouvel importateur en Cisjordanie où nous avons déjà réalisé un bassin collectif de 8 000 m².

Enfin, nous avons procédé au lancement d'une nouvelle version de notre Mobipool (piscine flottante) qui reçoit un accueil très favorable de nos partenaires à l'international.



En M€		2013/2015	2012/2014	Variation (%)
FRANCE	Chiffre d'affaires	46 147	45 681	+ 1,02
	Nombre de bassins	3 922	3 923	- 0,02
EXPORT	Chiffre d'affaires	24 968	24 705	1,6
	Nombre de bassins	3 246	3 764	- 13,76
TOTAL CA		71 115	70 386	+ 1,04
Nombre de bassins TOTAL		7 168	7 687	- 6,75

Le nombre de bassins "équivalent 8 x 4" est stable en France, la hausse du chiffre d'affaires de près de 1 point s'expliquant par la hausse des volumes dits d'équipements.

A l'international, le groupe accuse un retrait notamment dans la zone du moyen orient. En Europe (France exclue), le groupe poursuit son développement avec une croissance du chiffre d'affaires de plus de 10 %.

3.2.2 Evolution du ROC (Résultat Opérationnel Courant) et de l'EBITDA (Earning Before Interest, Taxes, Depreciation and Amortization)

Le Groupe affiche un Résultat Opérationnel Courant de 4,51 M€ en baisse par rapport à l'exercice précédent d'environ 1,2 M€ (soit près de 21 %).

Le Résultat Opérationnel Courant de l'exercice est marqué par une augmentation significative de nos charges externes (notamment les dépenses de publicités, d'assurance et les frais de transport).

Le Résultat Opérationnel Courant représente cette année 6,3 % du chiffre d'affaires contre 8 % sur le précédent exercice.

L'EBITDA affiche une diminution de 12,7 % et représente 14,4 % du chiffre d'affaires.

Le résultat net part du groupe s'établit à 2,6 M€ soit 3,7 % du chiffre d'affaires contre 3,5 M€ pour l'exercice clos au 31/08/2014 soit une baisse de près de 24 %.

Normes IFRS	31/08/2015 (en M€)	31/08/2014 (en M€)	Evol. N/N-1	
			(en M€)	(en %)
Chiffre d'affaires	71,11	70,39	0,72	+ 1,02
Résultat Opérationnel Courant	4,51	5,66	- 1,15	- 20,00
Marge opérationnelle*	6,3 %	8 %		
Résultat net de l'ensemble consolidé	2,66	3,50	- 0,84	- 24,00
Résultat net part du Groupe	2,65	3,49	- 0,84	- 24,00
Marge nette**	3,7 %	5 %		

*marge opérationnelle = résultat opérationnel/chiffre d'affaires

**marge nette = résultat net de l'ensemble consolidé/chiffre d'affaires

3.2.3 Endettement - Politique d'investissement

Malgré l'importance des investissements réalisés ces dernières années qui nous permettent aujourd'hui d'avoir un outil de production très performant, le Groupe a poursuivi son programme à hauteur de 2 M€ environ sur cet exercice afin notamment de finaliser son atelier d'extrusion et de réaliser de nouveaux moules d'injection.

L'endettement net est quasiment stable par rapport à l'exercice précédent. Il s'élève sur l'exercice à 6,444 k€ contre 6,455 k€ au titre de l'exercice précédent (baisse de 11 k€).

3.2.4 Coût de l'endettement financier net - Résultat avant impôts

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 434 k€ contre 447 k€ au titre de l'exercice antérieur. Cette baisse s'explique par la baisse importante des intérêts des emprunts du Groupe malgré une diminution du rendement des placements.

Le Résultat avant Impôts s'élève à 4,161 k€ contre 5,225 k€ au titre de l'exercice précédent.

3.2.5 Résultat net du groupe

Le résultat net part du groupe s'établit à 2,65 M€ contre 3,49 M€ l'exercice précédent, soit une baisse de 24 %.



3.2.6 Structure financière

Données en k€	2014/2015	2013/2014	2012/2013
Capitaux Propres	59 398	61 365	62 378
Rentabilité des capitaux propres (ROE)	4,48 %	5,71 %	3,15 %
Trésorerie à la clôture	19 332	19 941	21 115
Dettes financières	25 776	26 397	28 009
Endettement net	6 444	6 455	6 894
Net gearing	10,8 %	10,5 %	11 %
Flux net de trésorerie généré par l'activité	7 177	10 925	10 806
CAF après coût de l'endettement financier	8 316	9 511	8 350

Les capitaux propres atteignent 59,398 M€ au 31/08/2015 contre 61,365 M€ au 31/08/2014. Leur rentabilité atteint 4,48 % contre 5,71 % pour l'exercice précédent.

Le flux net de trésorerie généré par l'activité est en baisse de 3,8 M€ et s'élève sur l'exercice à 7,2 M€ contre 10,9 M€ au titre de l'exercice précédent.

Le ratio "net gearing" est de 10,8 % contre 10,5 % au 31 août 2014.

La situation financière nous permet de vous proposer la distribution d'un dividende d'un montant identique à l'exercice antérieur.

4. PÉRIMÈTRE DU GROUPE - FILIALES ET PARTICIPATIONS

4.1 Périmètre de consolidation

Le Périmètre de consolidation comprenant les sociétés listées au paragraphe 30 des comptes consolidés est resté identique à celui de l'exercice précédent.

	Capital social en k€	Capitaux propres avant affectation en k€	% de Contrôle en k€	Date de clôture du dernier exercice	CA (HT) de l'exercice en k€	Résult. exploitation du dernier exercice clos en k€	Résult. exceptionnel du dernier exercice clos en k€	Résultat de l'exercice en k€
Forez Piscines	425	31 653	99,72	31/08/2015	62 013	5 074	- 30	3 175
DISA								
DPB								
DPG								
DP Lisboa								
DP Madrid								

Ces sociétés réalisent la quasi-totalité des opérations du Groupe. Leur activité est donc représentative de celle du Groupe.

La société Forez Piscines fabrique et commercialise la totalité des produits Desjoyaux. Son activité est quasiment stable par rapport à l'exercice précédent.

Le groupe DISA est, quant à lui, en charge de la distribution en Espagne et au Portugal.

Desjoyaux Piscines France	500	- 3 490	100	31/08/2015	0	- 31	- 1,016	- 1 076
DP St-Etienne								
DP 78								
DP 95								
DP 2 Bastia								
DP Nantes								
DP 60								
DP Caen								
DP 59								
DP 31								
DP 24								
DP 27								
DP 73								
Piscines et Spas du Médoc								

Le groupe Desjoyaux Piscines France est constitué par les magasins en propre que détient le Groupe sur le territoire français.



Desjoyaux Pools International	40	- 3,485	100	31/08/2015	0	- 9	0	- 955
Piscinas Desjoyaux Industria e Comercio de Piscinas LTda								
Desjoyaux Curitiba Comercio de Piscinas LTda								
Desjoyaux Pools USA DP Atlanta DP Realty								
Desjoyaux Deutschland GmbH DP Freising GmbH								
Desjoyaux Italia SRL DP Collegno								
Shenzen Desjoyaux Swimming Pools Equipements LTD								

Dans le cadre de son renforcement à l'International, le Groupe a créé une holding afin de structurer l'activité. Ses filiales Brésiliennes, Allemandes, Italiennes, Chinoises et Américaines ainsi que leur magasin en propre y sont rattachés depuis l'exercice 2012.

DIF	40	- 577	99,75	31/08/15	219	- 1	- 0	- 61
------------	----	-------	-------	----------	-----	-----	-----	------

Cette société immobilière poursuit la gestion de son patrimoine sans changement significatif.

4.2 Périmètre d'intégration fiscale

Depuis le 1^{er} septembre 1993, la Société a opté pour le régime du bénéfice intégré. L'impôt est comptabilisé dans chaque société comme si elle était redevable de l'impôt de manière indépendante. En cas de déficit d'une société, celle-ci comptabilise un profit d'intégration fiscale égal à l'économie d'impôt sur les sociétés procurée au groupe par la prise en compte de ce déficit.

Trois nouvelles sociétés font partie du périmètre d'intégration fiscale depuis le début de l'exercice en cours, il s'agit de:

Desjoyaux Piscines 60, Desjoyaux Piscines 27 et Desjoyaux Piscines 2B.

Au 31 août 2015 le périmètre d'intégration est le suivant:

- Piscines Desjoyaux SA (tête de Groupe)
- Forez Piscines
- Desjoyaux Piscines France
- DIF SARL
- Desjoyaux Piscines 78
- Desjoyaux Piscines 95
- Desjoyaux Piscines Saint-Etienne
- Desjoyaux Piscines Nantes
- Desjoyaux Piscines 59
- Desjoyaux Piscines Caen
- Desjoyaux Piscines 31
- Desjoyaux Piscines 24
- Desjoyaux Piscines 73
- Desjoyaux Piscines 60
- Desjoyaux Piscines 27
- Desjoyaux Piscines 2B
- Desjoyaux Pools International

4.3 Filiales et participations

S'agissant des filiales et participations, nous vous avons présenté leur activité ci-dessus. Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé au bilan.

4.3.1 Prise de participation

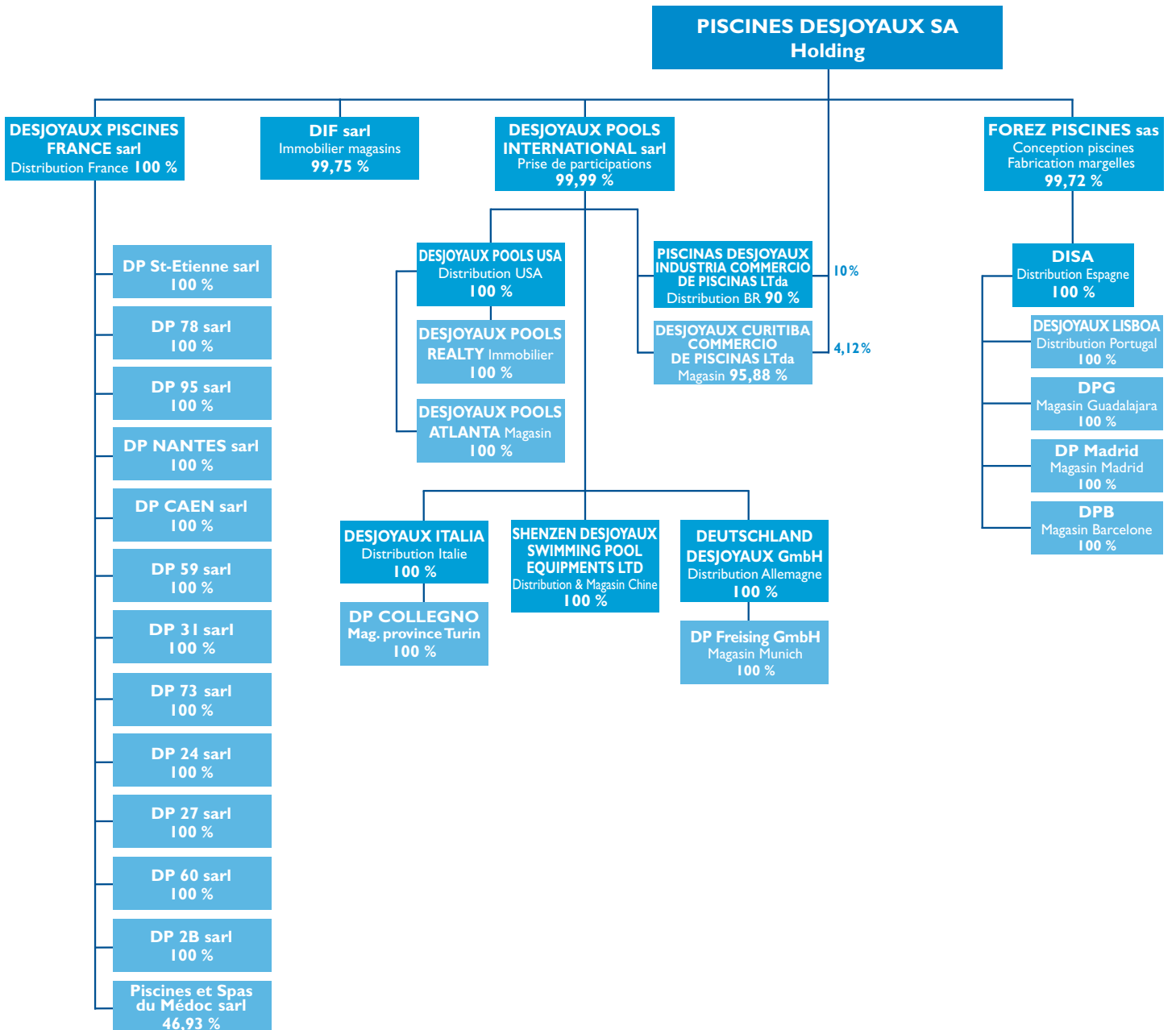
Au cours de l'exercice écoulé, aucune prise de participation n'a été effectuée.

4.3.2 Cessions de participations

Au cours de l'exercice écoulé, aucune de nos participations n'a fait l'objet d'une cession.



4.4 Organigramme du Groupe





5. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE

Aucun événement susceptible d'avoir une influence notable sur les comptes du groupe n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, si ce n'est la mise en location gérance du fonds commercial de la société Desjoyaux Piscines 31 à compter du 1^{er} septembre 2015.

6. PERSPECTIVES

Compte tenu des réalisations depuis le début de l'exercice, le groupe anticipe une forte progression de son volume d'activité global et, de ce fait, une amélioration de sa rentabilité compte tenu des efforts précédemment réalisés afin de se doter de moyens industriels performants.

En ce qui concerne le marché français: les conditions climatiques favorables de la dernière période estivale, le développement de notre offre d'entrée de gamme, la revue de notre politique tarifaire et les efforts réalisés en matière de communication avec notamment les spots publicitaires télévisuels nous permettent d'être optimistes tout en restant prudent compte tenu du contexte économique actuel.

En ce qui concerne le marché européen et international: le groupe poursuit sa stratégie de maillage du territoire en s'implantant dans de nouveaux pays tels que la Moldavie, la Palestine...

Les efforts faits depuis de nombreuses années pour déployer notre marque à l'international semblent porter leurs fruits au vu des résultats de ce début d'exercice.

L'innovation, la Recherche et le Développement sont les axes majeurs de la stratégie mise en place, le groupe poursuivra donc ses investissements dans des domaines susceptibles de présenter un rapide et favorable retour sur investissement.

7. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ PISCINES DESJOYAUX

Nous vous proposons d'affecter le résultat de la Société Piscines Desjoyaux s'élevant à 4 867 559,40 € de la manière suivante:

Aux actionnaires à titre de dividendes, la somme de:.....	4 582 090,92 €
Le solde aux réserves:.....	285 468,48 €
Total égal au résultat de l'exercice:.....	4 867 559,40 €

Le dividende par action s'élèverait ainsi à 0,51 € et serait mis en paiement à compter du 15 février 2016.

Les sommes attribuées aux actionnaires, personnes physiques, à titre de dividendes seraient éligibles à l'abattement prévu par les dispositions de l'article 158-3 2° du Code Général des Impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes:

Exercice	Dividendes
2013-1014	4 582 090,92
2012-2013	4 582 090,92
2011-2012	4 582 090,92

8. DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Il a été enregistré au résultat fiscal des comptes sociaux de la société Piscines Desjoyaux SA, en application des dispositions de l'article 39-4 du CGI une somme de 15 426 €. L'impôt correspondant à ces dépenses s'élève à 5 311 € (34,43 %).



9. OBSERVATIONS DU COMITÉ D'ENTREPRISE

Le Comité d'Entreprise n'a émis aucune observation en application des dispositions de l'article L 2323-8 du Code du travail.

10. DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS DE LA SOCIÉTÉ PISCINES DESJOYAUX SA

Date d'échéance	31/08/2015	31/08/2014
Dettes non échues	76 354 €	65 217 €
Dettes à moins de 30 jours	134 057 €	6 478 €
Dettes de 31 à 60 jours	- 2 118 €	- 7 964 €
Dettes de 61 à 90 jours	19 513 €	6 292 €
Dettes de 91 à 120 jours	- 1 912 €	- 4 808 €
Autres délais	11 514 €	67 189 €
TOTAL	237 408 €	132 404 €

II. PRÉSENTATION SOCIALE DU GROUPE

Il est important de rappeler que Groupe Piscines Desjoyaux est composé d'une UES (unité économique et sociale) qui comprend les sociétés Piscines Desjoyaux et Forez Piscines. L'essentiel des données présentées dans cette présentation sociale du groupe, sauf information contraire, concernent l'UES.

II.1 Faits marquant au cours de l'exercice

Dans un souci de stabilité et de continuité de nos actions, nous pouvons noter qu'au cours de l'exercice, il y a eu très peu de faits marquant tant sur le point de l'organisation, du recrutement ou encore des différents indicateurs sociaux.

II.2 Effectif du Groupe

L'effectif du Groupe Piscines Desjoyaux au 31 août 2015 s'élève à 260 personnes, soit une hausse de 2,77 % par rapport à l'effectif au 31 août 2014. La masse salariale du groupe représente 18,12 % du chiffre d'affaires (17,22 % en 2013-2014).

Repartie de la manière suivante :

Effectif hors UES au 31/08/2015	Total
DESJOYAUX IBERICA (DISA)	31
DESJOYAUX DEUTSCHLAND DDG	5
DESJOYAUX ITALIE	2
DESJOYAUX BRESIL	5
DESJOYAUX USA	5
DESJOYAUX CHINE	9
DESJOYAUX PISCINES SAINT-ETIENNE (DPS)	6
DESJOYAUX PISCINES 78 (DP 78)	2
DESJOYAUX PISCINES 95 (DP 95)	2
DESJOYAUX PISCINES NANTES (DPN)	3
DESJOYAUX PISCINES CAEN (DPC)	0
DESJOYAUX PISCINES MARCQ EN BAROEUL (DP 59)	2
DESJOYAUX PISCINES 31 (DP 31)	3
DESJOYAUX PISCINES 24 (DP 24)	0
DESJOYAUX PISCINES 73 (DP 73)	2
DESJOYAUX PISCINES 27 (DP 27)	2
DESJOYAUX PISCINES 60 (DP 60)	2
DESJOYAUX PISCINES BASTIA (DP2B)	2
TOTAL	83



Effectif de l'UES au 31/08/2015	CDI	CDD	Total
PISCINES DESJOYAUX	13	0	13
FOREZ PISCINES	156	8	164
TOTAL	169	8	177

Répartition par statut et par sexe sur l'UES:

Cadres	61
Non-cadres	116
Hommes	126
Femmes	51

L'UES est un groupe jeune. En effet, la moyenne d'âge du groupe avoisine les 41 ans.

Au sein de l'UES, au cours de l'exercice 2014-2015, vingt-quatre personnes en CDI ont quitté l'UES: onze dans le cadre des ruptures conventionnelles, un salarié a été licencié pour faute, quatre salariés dans le cadre de la fin de la période d'essai, trois salariés ont été mutés dans une autre société du groupe et cinq salariés ont démissionné.

Il est important de souligner que l'UES attache une importance toute particulière à la mise en place de contrat à durée indéterminée pour ses collaborateurs.

C'est pourquoi, vingt recrutements en CDI ont été effectués sur l'exercice écoulé:

- 1 création de poste d'assistante Web marketing
- 1 création de poste de Chef de Projet Méthodes
- 1 création de poste d'animateur formation
- 1 création de poste d'administrateur Salesforce
- 1 création de poste d'approvisionneur
- 1 création de poste de chef d'atelier
- 1 renouvellement de poste de responsable magasin
- 1 renouvellement de poste de Responsable Zone Export
- 2 renouvellements de poste de Webmaster
- 1 renouvellement de poste de Technicien SAV itinérant
- 2 renouvellements de poste de Chef de projet développement
- 2 renouvellements de poste Responsable Unités de fabrication
- 3 renouvellements de poste de chef d'équipe
- 1 renouvellement de poste d'assistant juridique
- 1 renouvellement de poste de Responsable logistique

Le Turn-Over est de 12,87 %.

II.3 Egalité Hommes/Femmes, effort d'insertion et actions sociales

II.3.1 Préambule

Le groupe Desjoyaux a toujours convenu de l'importance et de la richesse que représente la mixité dans l'entreprise et souhaite réaffirmer la nécessité de garantir une égalité de chances et de traitement des salariés quels qu'ils soient.

La diversité culturelle ethnique ou sociale et l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes constituent des forces pour l'entreprise, sa croissance et son dynamisme social.

La non-discrimination est un principe supérieur et général qui s'impose dans toutes les dimensions de la vie de l'entreprise et du dialogue social.

II.3.2 Egalité Hommes/femmes

Sur l'UES, concernant l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, il convient de rappeler plusieurs principes à savoir: de non-discrimination, de mixité dans l'emploi, d'égalité à l'embauche, d'égalité en matière d'évolution salariale, de formation et d'évolution professionnelle.

II.3.3 Emploi et insertion des travailleurs handicapés

L'emploi des travailleurs handicapés constitue un élément important dans la politique sociale de la société qui affirme sa volonté d'être acteur en matière d'emploi des personnes handicapées.

L'UES déclare 2 salariés handicapés dans ses effectifs et entretient aussi un partenariat fort avec des ESAT (Centres d'aide aux travailleurs handicapés).



11.3.4 Formation continue

La formation professionnelle est un atout majeur qui place le développement des compétences de ses collaborateurs au centre de sa politique stratégique. En effet, persuadé de la nécessité de faire grandir ses équipes au fil des années, le groupe affirme cette volonté au travers de son plan de formation. C'est pourquoi le budget consacré à la formation professionnelle sur l'exercice 2014/2015 s'élève à 81 k€.

Le nombre de formations suivies par le personnel au titre de l'exercice écoulé est les suivantes :

Méthode de vente	2
Informatique	11
Sécurité maintenance habilitation	47
Juridique, paie, comptabilité	6
Management	1
Linguistique	2
Méthode, maintenance	10
SST	10
TOTAL	89

11.3.5 Evolution interne

La politique RH appliquée au sein du groupe Desjoyaux est très axée sur l'évolution interne des salariés. La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences est au cœur des préoccupations. L'entreprise dispose d'outils pour s'assurer de la correcte allocation des ressources en interne. En effet, l'entretien annuel d'évaluation et l'entretien professionnel permettent d'établir la cartographie des compétences existante en interne. En partenariat avec la politique sociale et managériale, les compétences de chaque collaborateurs sont ainsi adaptées à l'évolution des besoins et perspectives de demain.

11.3.6 Œuvres sociales

La politique relative aux œuvres sociales au sein de l'UES, correspond au versement d'une contribution légale en faveur du Comité d'entreprise. Le Budget alloué aux Œuvres Sociales est de 77976 €.

11.3.7 Lutte contre les discriminations

En application des dispositions légales, nous rappelons les engagements de la Société dans le cadre de la lutte contre les discriminations et la promotion des diversités.

La politique du groupe en matière de lutte contre les discriminations repose sur un principe unique: celui de l'égalité. Ainsi, au sein du groupe Desjoyaux, la compétence dans le travail est le seul critère conditionnant l'accès à un poste et servant à la détermination des conditions d'emploi et de rémunération associés à ce poste.

11.4 Organisation du temps de travail

11.4.1 Répartition temps plein/temps partiel

L'ensemble de l'effectif sur l'UES est à temps plein. Seul 3 salariés travaillent à temps partiel.

11.4.2 Modulation du temps de travail et heures supplémentaires

Les heures supplémentaires effectuées dans l'Unité Economique et sociale Desjoyaux au cours de l'exercice 2014/2015 s'élèvent à 367 heures.

Heures supplémentaires

Heures à 125 %	367
Heures à 150 %	0
TOTAL	367

Selon l'accord d'entreprise en vigueur, une modulation du temps de travail est en place au sein de l'Unité Economique et Sociale. Il existe selon les entités de l'entreprise plusieurs périodes sur l'année.

- Une période à 31 heures, une période à 35 heures et une période à 39 heures.
- Une période à 32 heures et une période à 38 heures.
- Une période de 35 heures.

11.4.3 Absentéisme / accidents du travail / arrêts maladie sur l'UES

Sur l'exercice 2014/2015, le nombre de jours non travaillés représente un total de 3839 jours, ce qui représente un taux d'absentéisme global de 9,55 %.

Les arrêts maladie représentent un taux de 4,76 % soit 1914 jours, les arrêts paternité/maternité 1,29 % soit 518 jours et les congés parentaux 0,79 % soit 318 jours.

Les accidents du travail correspondent à 539 jours non travaillés soit 1,34 %.

Les maladies professionnelles représentent 298 jours soit 0,74 %.

L'invalidité concerne 1 personne, ce qui correspond à 252 jours non travaillés soit 0,63 %.



11.5 Politique de rémunération au sein du groupe

Sur l'exercice clos le 31 août 2015, les charges de personnel, y compris la participation, représentent 12 886 k€ contre 12 119 k€ pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 6,32 %.

A compter du 1^{er} janvier 2013, le dispositif de crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) a été mis en place. Le CICE calculé à la clôture de l'exercice correspond à 6 % des salaires ne dépassant pas un certain plafond (2,5 SMIC) sur la période du 01/09/14 au 31/08/15. Le CICE de l'exercice a été comptabilisé en moins des charges de personnel pour 246 k€. Le CICE relatif à l'année 2014, est imputé sur l'impôt sur les sociétés, dû par le groupe pour l'exercice 2015. L'utilisation du CICE 2014, à l'instar du CICE 2013, aura pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité de la société, au travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation et de reconstitution de son fonds de roulement.

Au titre de l'exercice clos le 31/08/2015, l'UES a constaté dans ses comptes un produit à recevoir de CICE à hauteur d'un montant de 187 k€. Il est de 6 % des salaires ne dépassant pas le plafond précité pour la période du 01/12/14 au 31/08/15 (pratique du décalage de la paye). Il a été comptabilisé en moins des charges de personnel. Ce CICE sera en définitive calculé au titre de l'année civile 2015 et imputable sur l'impôt à liquider au titre de l'exercice clos en 2016.

11.6 Intéressement et participation

11.6.1 Intéressement

Depuis 2003, un accord d'intéressement est en vigueur au sein de l'Unité Economique et Sociale. Un nouvel accord a été signé le 11 février 2013 et prendra fin avec l'exercice clos le 31/08/15. Il prévoit la distribution de primes d'intéressement en fonction de la performance financière du groupe et au travers du ROC (Résultat Opérationnel Courant). Dans le même temps, en plus d'un Plan Epargne Entreprise, un Plan Epargne Retraite Collectif a été mis en place au sein du groupe. L'accord d'intéressement n'a donné lieu à aucune prime d'intéressement au titre de l'exercice 2015.

11.6.2 Participation

L'accord de participation auquel adhèrent les sociétés de l'Unité Economique et Sociale signé en 2012, prévoit un calcul dérogatoire au calcul légal, excluant du montant des capitaux propres, l'augmentation de capital dont a bénéficié Forez Piscines de la part de Piscines Desjoyaux en 2012 (21 882 k€). Au 31/08/15, le résultat donne droit à une participation qui a été répartie sur chaque société de l'Unité Economique et Sociale à hauteur des salaires y ouvrant droit.

11.7 Relation professionnelle/IRP

11.7.1 Organisation syndicale

Trois organisations syndicales sont représentées au sein de l'Unité Economique et Sociale par trois délégués syndicaux. Ces trois structures sont également présentes sur le plan national. Les délégués syndicaux rencontrent plusieurs fois dans l'année les membres de la Direction au cours de réunions telles que les Négociations Annuelles. Lors de ces réunions, peuvent être signés des accords ou avenant d'accords d'entreprise. Sont actuellement en vigueur au sein de l'Unité Economique et Sociale: un accord de participation qui a été signé en 2012 et applicable dès l'exercice clos le 31/08/12, un accord sur la réduction du temps de travail (Aménagement des 35 heures) signé en 2000, avec un avenant complémentaire signé le 28 novembre 2007, et un accord d'intéressement signé en 2013 pour une durée de trois ans prenant fin avec l'exercice clos le 31/08/15.

11.7.2 Comité d'entreprise

L'UES Piscines Desjoyaux dispose d'un comité d'entreprise qui assure l'expression collective des salariés. Il permet la prise en compte de leurs visions dans les décisions relatives à la vie dans l'entreprise.

Il propose également à l'ensemble des salariés de l'entreprise des activités sociales et culturelles.

11.7.3 Conventions collectives

La convention collective applicable au sein de l'UES est la convention de la plasturgie.

11.7.4 Hygiène et sécurité

Depuis son origine, soucieux des conditions de travail de ses salariés, le Groupe Desjoyaux a su participer à l'évolution et l'amélioration de son activité en plaçant la sécurité au cœur de ses processus industriels.

Doté d'un comité d'Hygiène, de sécurité et des conditions de travail au sein de l'Unité Economique et Sociale, membres et direction, se réunissent périodiquement afin de contribuer à la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs.

11.7.5 Sous-traitance

Le Groupe Piscines Desjoyaux a fait appel à 28 sous-traitants au cours de l'exercice clos le 31 août 2015 contre 31 au cours de l'exercice précédent.



12. GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

12.1 Choix et modalité d'exercice de la Direction Générale

Le Président du Conseil d'administration est désigné pour assurer la Direction Générale de la société.

Au cours de l'exercice, aucun engagement n'a été pris par la société au profit de ses mandataires sociaux et aucune délégation n'a été utilisée ni accordée au PDG.

Liste des mandats et fonctions exercées par les mandataires sociaux

FONCTIONS PISCINES DESJOYAUX SA		AUTRES MANDATS (groupe et hors-groupe)		
		Groupe		
Jean-Louis Desjoyaux	Président Directeur Général	FOREZ Piscines SAS	Président	
		DISA (Espagne)	Président	
		DIF SARL	Gérant	
		DP FRANCE SARL	Co-Gérant	
		DPS SARL	Gérant	
		DP 95 SARL	Gérant	
		DP 78 SARL	Gérant	
		DP 24 SARL	Gérant	
		DPC SARL	Gérant	
		DP 27	Gérant	
		DP 60	Co-Gérant	
		DP 73	Co-Gérant	
		DP 2B	Co-Gérant	
		DDG (Allemagne)	Gérant	
		DP BARCELONE	Administrateur unique	
		DP GUADALAJARA	Administrateur unique	
		DP LISBOA	Administrateur unique	
		DESJOYAUX POOLS International	Co-Gérant	
		DESJOYAUX POOLS USA	Président	
		DESJOYAUX POOLS Atlanta	Président	
DESJOYAUX POOLS REALTY	Président			
		Hors-Groupe		
		DEROMA	Gérant	
		Desjoyaux Finance	Président	
		Editorial	Gérant	
		INDEFI	Gérant	
		SCI Sept	Gérant	
		Jewels Immo SARL	Gérant	
		Le Parc de la Gouyonnaière SAS	Directeur Général	
		Aquarelle Promotion	Président	
		Les Terriens	Co-Gérant	
		Groupe		
Catherine Jandros	Directeur Général Délégué Administrateur	DISA (Espagne)	Administrateur	
		FOREZ Piscines SAS	DGD	
		DP Nantes SARL	Gérante	
		DP 59 SARL	Gérante	
		DP 31 SARL	Gérante	
		DP 73 SARL	Co-Gérante	
		DP 60 SARL	Co-Gérante	
		DP 2B SARL	Co-Gérante	
			Hors-Groupe	
			Domaine des Fourques	Co-Gérante
	SCI Desjoyaux Frères	Gérante		
		Groupe		
Nicolas Desjoyaux	Administrateur	DESJOYAUX PISCINAS ITALIA	Président	
		DESJOYAUX PISCINES FRANCE	Co-Gérant	
		DESJOYAUX POOLS Freising	Président	
		DP COLLEGNO SRL	Président	
		DESJOYAUX POOLS International	Co-Gérant	
		Hors-Groupe		
		néant		



12.2 Rémunérations et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux

	Montants versés par Piscines Desjoyaux SA (€)	Montants versés par les autres sociétés du groupe (€)	Dont avantages en nature (€)
Jean-Louis Desjoyaux	138 774	0	6 806
Catherine Jandros	90 419	0	7 086
Nicolas Desjoyaux	0	80 588	5 578

Les rémunérations des mandataires sociaux sont fixes et ne comprennent pas de part variable.

12.3 Mandats des commissaires aux comptes

Aucun mandat de commissaires aux comptes n'arrive à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale.

12.4 Mandats des administrateurs

Les mandats de nos administrateurs Monsieur Jean-Louis Desjoyaux, Madame Catherine Jandros et Monsieur Nicolas Desjoyaux arrivant à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale, nous vous proposerons de les renouveler pour une nouvelle période de six exercices.

13. DÉVELOPPEMENT DURABLE

13.1 Politique générale

La démarche de développement durable dans laquelle s'est inscrit le Groupe Piscines Desjoyaux il y a quelques années, se ressent aujourd'hui dans plusieurs domaines: aussi bien dans la conception du produit, que dans la recherche de gain de coût qui y est associé; on la retrouve aussi au travers du management et des relations fournisseurs, clients.

Au niveau du produit, la structure des piscines Desjoyaux est 100 % issue de matières recyclées mélangées à des charges minérales pour partie. L'installation broyage de l'Usine permet de recycler actuellement 5 000 tonnes de matières par an et bénéficie d'un potentiel de 9 000 tonnes. Le Groupe a mis en place une unité d'extrusion permettant la fabrication de la matière première directement sur son site de La Fouillouse.

Le système de filtration sans canalisation et notamment le nouveau Panneau Filtrant Injecté évite le rejet à l'égout d'eau traitée (notamment au chlore) tout en permettant une consommation d'énergie maîtrisée supprimant toute perte de charge liée à l'utilisation de canalisations. D'une manière générale, la conception des produits Desjoyaux intègre une réflexion sur la réduction des consommations d'énergie, c'est ainsi, par exemple, que:

- la nouvelle motorisation "abris" s'est vue doté d'un fonctionnement à l'énergie solaire;
- le nouveau système de nettoyage automatique des poches de filtration est parvenu à limiter sensiblement le volume d'eau nécessaire au lavage, il fonctionne sans électricité.

Au niveau de la relation client, le service de satisfaction client comprend une cellule hotline en interne ainsi qu'une équipe dédiée au traitement des demandes clients. Ainsi, le Groupe offre à ses clients la garantie que toutes leurs demandes soient traitées et bénéficient d'une réponse dans les meilleurs délais et à moindre coût.

13.2 Pollution et gestion des déchets

Afin de limiter la pollution, le Groupe Piscines Desjoyaux a mis en place différentes mesures depuis plusieurs années. Conscient de l'impact qu'il peut avoir sur l'environnement, le groupe a mis en place plusieurs mesures:

- **Condition d'utilisation des sols:** autorisation préfectorale dans le cadre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement;
- **Efficacité énergétique et recours aux énergies renouvelables:** installation de free-cooling permettant d'économiser de l'électricité pour le refroidissement des presses à injecter et des moules; atelier en température dirigée; récupérateur d'énergie installé sur la robotique; recentrage de la production sur le seul site de La Fouillouse permettant de limiter l'impact environnemental du transport.
- **Rejets dans l'air, l'eau ou le sol affectant gravement l'environnement:** pour le refroidissement des pièces plastiques, le Groupe a mis en place des installations de circulation d'eau en cycle fermé, afin de limiter la consommation d'eau et les rejets. Pour l'usine DAMAFOR, une presse à boue a été installée permettant le recyclage des eaux de nettoyages ainsi que des gâchées non conformes. L'eau ainsi recyclée permet de tourner en circuit fermé pour les opérations de nettoyage. Il n'y a donc plus de rejet d'eau dans le réseau communal et la consommation d'eau s'en trouve limitée. Un bassin de rétention d'eau est destiné à la prévention des incendies.



- **Nuisances olfactives et sonores:** lors de son installation sur le site de La Fouillouse, le Groupe a entrepris des travaux de mise aux normes de ses installations pour tout ce qui concerne les nuisances sonores, la pollution des sols, fumées et traitement des eaux;
- **Déchets:** le Groupe Piscines Desjoyaux recycle tous ses déchets de production de matière plastique. De plus, il a signé un contrat avec VALORPLAST pour le recyclage des flacons en PEHD, provenant du tri sélectif. Notre installation de recyclage permet de recycler et d'agglomérer les poussières de plastique produites lors du broyage dans les "pellets" produits.

13.3 Mesures prises pour limiter les atteintes à l'équilibre biologique (milieu naturel, espèces animales ou végétales menacées)

Le Groupe sous-traite à trois sociétés spécialisées le traitement et le recyclage, si possible, de ses déchets industriels. Ainsi un tri de chaque type de déchets est effectué au sein de toutes les entités pour permettre de valoriser les déchets qui peuvent l'être et ainsi de limiter les quantités de Déchets Industriels banalisés destinés à l'enfouissement.

Ces actions permettent de limiter les rejets et pollution tout en ayant une incidence positive sur le plan économique pour l'entreprise.

13.4 Démarches d'évaluation ou de certification entreprises en matière d'environnement

Le Groupe est autorisé par la Préfecture de la Loire à exploiter une installation de fabrication de piscines sur son site de La Fouillouse. Cet arrêté préfectoral a été pris au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

13.5 Mesures prises pour assurer la conformité de l'activité de la société aux dispositions législatives ou réglementaires applicables en matière d'environnement

Dans le cadre de cet arrêté, la Préfecture de la Loire a imposé au Groupe la réalisation de travaux pour mises aux normes de ses installations (nuisances bruits, pollution des sols, fumées, traitement des eaux).

En outre, notre animateur sécurité s'assure de la correcte application des règles en vigueur en matière d'environnement et de sécurité.

Existence au sein de la société de services internes de gestion de l'environnement, formation et information des salariés.

Ces informations sont relayées dans l'entreprise par le C.H.S.C.T (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail).

Ces missions ont été confiées à l'animateur sécurité.

13.6 Montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement

Néant

13.7 Montant des indemnités versées au cours de l'exercice en exécution d'une décision judiciaire en matière d'environnement

Néant

13.8 Objectifs assignés aux filiales à l'étranger

Néant

13.9 Utilisation durable des ressources

Le Groupe s'inscrivant dans une démarche de développement durable, tente de limiter l'impact de son activité sur l'environnement, notamment en recourant le moins possible aux ressources énergétiques non renouvelables et en trouvant de nouvelles techniques permettant de limiter la consommation d'énergie.

Lors de la conception des derniers ateliers (liner, extrusion...), le groupe a intégré de nouvelles technologies afin de limiter la consommation d'énergie, notamment en déployant des dispositifs permettant la récupération d'énergie.

Le recyclage tient une grande place dans le processus de fabrication du groupe: extrusion de la matière première, recyclage des déchets plastiques, gestion des rebuts directement sur site permettant leur réemploi.

Le recentrage de l'activité industrielle sur site permet d'éviter le rejet de plusieurs tonnes de gaz à effet de serre notamment en limitant les rejets liés au transport.

Forez Piscines / Piscines Desjoyaux	Total
Eau	Estimé à 4 193 m ³
Electricité	6 257 778 kW
Gaz	2 498 392 kW



14. INFORMATION SUR LES RISQUES

14.1 Risques de marché

14.1.1 Risque de liquidité

Au 31 août 2015, le Groupe dispose d'une trésorerie nette en juste valeur de 19 332 k€ (dont équivalents de trésorerie pour 19 332 k€). La société ne détient pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

14.1.2 Risque de taux

Le Groupe est peu exposé aux problématiques de taux variables. Nous vous prions de vous référer au paragraphe 25.3.2 Risque de taux du bilan consolidé figurant dans cette plaquette.

14.1.3 Risque de change

Les facturations et les achats sont principalement effectués en euros. Le risque de change est donc peu significatif.

Les risques de taux de change ne sont pas couverts, les volumes traités concernés par les variations de taux de change étant jugés trop peu significatifs.

14.2 Risques généraux d'exploitation

14.2.1 Aléas météorologiques

L'activité du groupe est dépendante des conditions météorologiques. Le groupe cherche continuellement à atténuer ce risque par la diversification de son offre (abris hauts résidentiels, pompes à chaleur...) et par un renfort de ces positions à l'international. L'objectif du Groupe de réaliser à moyen terme 50 % de son chiffre d'affaires à l'International reste toujours d'actualité. Pour l'exercice clos le 31 août 2015, le groupe a réalisé 35,1 % de son chiffre d'affaires à l'international.

14.2.2 Risques pays

L'implantation du groupe étant très diversifiée, les difficultés géopolitiques touchant certain pays où le groupe est implanté sont contrebalancées par le développement d'autres pays.

15. ACTIVITÉ RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Au cours de l'année civile 2014, le groupe a investi 1 154 k€ dans ses activités de recherche et développement et a mobilisé 13 personnes. Il a bénéficié d'un Crédit Impôt Recherche calculé sur l'année civile d'un montant de 346 K€.

15.1 Pôle Recherche

Le pôle Recherche a vocation à se concentrer sur la recherche fondamentale et l'innovation et il se charge également du suivi actif et de l'application des réglementations et normalisations sécuritaires et environnementales au niveau national, européen et international.

15.2 Pôle Développement

Le pôle Développement est désormais rattaché au pôle industriel afin d'obtenir une accélération dans la mise en œuvre des projets Il s'attache à mettre en œuvre les innovations qui sont au cœur de l'ADN du Groupe.



16. ACTIONNARIAT ET SITUATION DU COURS DE BOURSE

16.1 Capital social

16.1.1 Capital social de Piscines Desjoyaux SA

Le capital social de la société Piscines Desjoyaux SA s'élève à 6 940 520 € au 31 août 2015. Il est composé de 8 984 492 actions d'égale valeur.

16.1.2 Capital potentiel

Il n'existe aucune valeur susceptible de donner accès, directement ou indirectement, au capital de la société.

16.1.3 Droits de vote double

Néant

16.1.4 Franchissement de seuils légaux

Aucun franchissement de seuil ne s'est produit sur l'exercice.

16.1.5 Evolution du capital social

Exercice	Opérations	Augmentation de capital		Montants cumulés		
		en €	en titres	en €	en titres	Valeur nominal
	Constitution	41 161	2 700	41 161	2 700	15,24
31/08/90	Apport en nature	3 387 570	222 210	3 428 731	224 910	15,24
31/08/91	Apport en nature	3 048 980	200 000	6 477 711	424 910	15,24
	Modification de la valeur nominale des actions		1 699 640		2 124 550	3,05
31/08/92	Plan de stock-options et introduction en bourse	370 598	121 548	6 848 309	2 246 098	3,05
31/08/96	Plan de stock-options	76	25	6 848 385	2 246 123	3,05
28/02/01	Passage à l'euro/prélèvement sur le compte "prime d'émission"	92 135	0	6 940 520	2 246 123	3,09
31/08/08	Division du nominal par quatre			6 940 520	8 984 492	0,7725

16.1.6 Actionnariat du Groupe

	31/08/2015		31/08/2014	
	% capital	% droits de vote	% capital	% droits de vote
DEFI	> 66 %	entre 33 et 50 %	> 66 %	entre 33 et 50 %
Jean-Louis Desjoyaux	< 5 %	entre 10 et 15 %	< 5 %	entre 10 et 15 %
Catherine Jandros	< 5 %	entre 15 et 20 %	< 5 %	entre 15 et 20 %
Pierre-Louis Desjoyaux	< 5 %	entre 5 et 10 %	< 5 %	entre 5 et 10 %
Lazard Frères Gestion	> 5 %	entre 5 et 10 %	> 5 %	entre 5 et 10 %
Public (hors DEFI, hors Lazard Frères Gestion, hors Royce & Associates)	> 20 %	> 20 %	> 20 %	> 20 %

La répartition du capital social et des droits de vote présentés ci-dessus est établie selon la liste des actionnaires nominatifs ainsi qu'au vu des notifications de franchissements de seuils communiqués à la Société, à savoir:

- Le 17 février 2010, Royce & Associates, LLC (745 Fifth Avenue, New York, NY 10150, États-Unis) a déclaré détenir 465 666 actions Piscines Desjoyaux représentant autant de droits de vote, soit 5,18 % du capital et des droits de vote de cette société.
- Le 25 juillet 2011, la société Lazard Frères Gestion (25, rue de Courcelles, 75008 Paris), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir détenir, pour le compte desdits fonds, 452 071 actions Piscines Desjoyaux représentant autant de droits de vote, soit 5,03 % du capital et des droits de vote de cette société.
- Le 5 octobre 2012, la société Royce & Associates, LLC (745 Fifth Avenue, New York, NY 10150, États-Unis) agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en baisse, le 2 octobre 2012, le seuil de 5 % du capital et des droits de vote de la société Piscines Desjoyaux et détenir, pour le compte desdits fonds, 31 000 actions.



16.2 Opérations sur les actions de la société

16.2.1 Option de souscription d'actions et d'achat d'action

Néant

16.2.2 Programme de rachat par la société de ses propres actions

En application des dispositions de l'article L. 225-211 alinéa 2 du Code de Commerce et dans le cadre de l'autorisation accordée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 septembre 2010, nous vous informons que le Conseil d'Administration de la Société a mis en place un contrat de liquidité dont la gestion a été confiée à notre listing sponsor, la société Portzamparc, et qui a procédé aux opérations ci-après détaillées au cours de l'exercice clos le 31 août 2015 :

Début du contrat de liquidité: 7 mars 2011

Moyens affectés au contrat de liquidité: 200 000 €

- nombre de titres achetés au cours de l'exercice 2014-2015: 125 678

- nombre de titres vendus au cours de l'exercice 2014-2015: 117 944

- cours moyen des achats: 6,81 €

- montant des frais de négociation: 0 €

- montant du forfait annuel au titre d'un contrat de liquidité de marché: 17 174 € HT

- nombre d'actions inscrites au nom de la société à la clôture de l'exercice: 20 600 actions le 31/08/2015

16.2.3 Attribution d'actions gratuites

La société n'a pas mis en place de plan d'attribution d'actions gratuites.

16.2.4 Participation des salariés au capital

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous informons de ce qu'aucune part de notre capital n'est détenue par des salariés de notre société dans le cadre d'une gestion collective ou dont les intéressés n'ont pas la libre disposition.

Les actionnaires n'ayant pas été consultés relativement à une augmentation de capital réservée aux salariés depuis moins de 3 ans, il y a lieu, en application des dispositions de l'article L 225-129-6 du Code de commerce, de convoquer une assemblée générale extraordinaire à l'effet de proposer, au cours de la troisième année civile suivant la précédente assemblée ayant statué sur un projet de résolutions tendant à réaliser une augmentation de capital réservée aux salariés, dans le cadre de l'obligation de consultation périodique des actionnaires, une augmentation du capital social en numéraire, d'un montant maximum de 208 216 euros, réservée aux salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise dans les conditions prévues à l'article L 3332-18 du Code du travail.

Il est rappelé que cette consultation devra être renouvelée tous les trois ans, aussi longtemps que la participation au capital des salariés au capital de la Société restera inférieure à 3 %.

16.2.5 Délégation en cours de validité

Lors de l'assemblée générale ordinaire du 6 février 2015, l'assemblée générale a donné tous pouvoirs au Conseil d'administration, pour une durée de 18 mois, à l'effet de:

- procéder, conformément à l'article L 225-209 du Code de commerce à des rachats d'actions de la Société dans la limite de 10 % du capital social.

- passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, notamment en vue de la tenue des registres d'achats et ventes d'actions;

- remplir toutes autres formalités, et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire en vue de la parfaite exécution de cette opération.

Nous vous proposons d'autoriser à nouveau la Société conformément à l'article L 225-209 du Code de commerce à des rachats d'actions de la Société dans la limite de 10 % du capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme, aux seules fins d'animer le cours par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Le nombre d'actions à acquérir serait limité au plafond légal de 10 % du capital social.

Le prix unitaire maximum net d'achat des actions, hors frais, ne serait pas supérieur à 16 €. En conséquence, le montant maximum que la société serait susceptible de payer dans l'hypothèse d'achat au prix maximum de 16 € s'élèverait à 14 375 184 €, sur le fondement du capital social au 6 février 2015.

Les rachats d'actions pourront s'opérer par tous moyens, en une ou plusieurs fois, y compris en période d'offre publique, et notamment par voie d'achat de blocs de titres ou par applications hors marché et ce pendant une nouvelle période de 18 mois.

Si vous adoptez le principe de cette résolution, il conviendra de donner tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, à l'effet de:

- passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, notamment en vue de la tenue des registres d'achats et ventes d'actions;

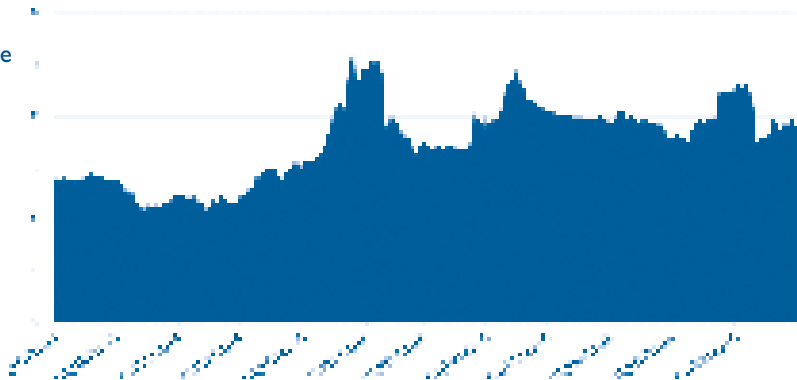
- remplir toutes autres formalités, et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire en vue de la parfaite exécution de cette opération.

Le Conseil d'Administration devrait, si vous adoptez cette résolution, vous rendre compte chaque année de l'usage de cette autorisation.



16.3 Desjoints en Bourse

16.3.1 Evolution du cours de bourse



16.3.2 Informations boursières

- Cours moyen du titre échangé au cours de l'exercice 2014/2015: 6,51 €
- Cours moyen pondéré par les volumes au cours de l'exercice 2014/2015: 6,99 €
- Calcul du cours moyen (pondéré par les volumes du 01/09/2014 au 31/08/2015) = capitaux échangés/volume de titres échangés
- Nombre de titres échangés sur l'exercice 2014/2015: 592 944 titres
- Capitalisation boursière au 31 août 2015: 61 094 546 euros (sur la base du nombre de titres au 31/08/2015, 8 984 492 actions* cours de clôture 6,8 euros)

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'administration
M. Jean-Louis DESJOYAUX

Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications (en €)	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015
1. SITUATION FINANCIERE EN FIN D'EXERCICE (€)					
a/ Capital social	6 940 520	6 940 520	6 940 520	6 940 520	6 940 520
b/ Nombre d'actions émises	8 984 492	8 984 492	8 984 492	8 984 492	8 984 492
c/ Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
2. RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS EFFECTIVES					
a/ Chiffre d'affaires hors taxes	5 105 992	3 911 594	4 069 307	3 429 021	4 094 726
b/ Bénéfice avant impôts, participation, amortissements et provisions	6 474 092	4 919 636	7 379 541	5 598 111	7 191 748
c/ Impôts sur les bénéfices	659 707	364 380	394 156	398 929	361 257
d/ Bénéfices après impôts, amortissements et provisions	4 618 164	4 585 378	4 631 162	4 491 635	4 867 559
e/ Montant des bénéfices distribués	4 582 091	4 582 091	4 582 091	4 582 091**	4 582 091
3. RESULTAT DES OPERATIONS REDUIT A UNE SEULE ACTION					
a/ Bénéfice après impôts, participation mais avant amortis. et provisions	0,64	0,50	0,77	0,57	0,76
b/ Bénéfice après impôts, amortissements et provisions	0,51	0,51	0,52	0,50	0,54
c/ Dividende versé à chaque action	0,51	0,51	0,51	0,51	0,51
4. PERSONNEL					
a/ Nombre de salariés	11	11	11	13	13
b/ Montant de la masse salariale	552 623	465 661	503 650	545 304	652 422
c/ Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales.	292 257	302 743	303 643	325 289	371 962

** Dividendes prélevés sur le report à nouveau et les réserves à hauteur de 90 456€

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 août 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2015, sur:

- le contrôle des comptes consolidés de la société PISCINES DESJOYAUX S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- la justification de nos appréciations;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1- Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2- Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants:

La société PISCINES DESJOYAUX procède à un test de perte de valeur des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéfinie, lorsqu'il existe un indice de perte de valeur et au moins une fois par an, selon les modalités décrites dans les notes 1.2.2 et 1.3.2 des comptes consolidés. Nous avons revu les modalités de mise en œuvre de ce test de perte de valeur ainsi que les hypothèses retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3- Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Villars et Saint-Etienne, le 21 décembre 2015

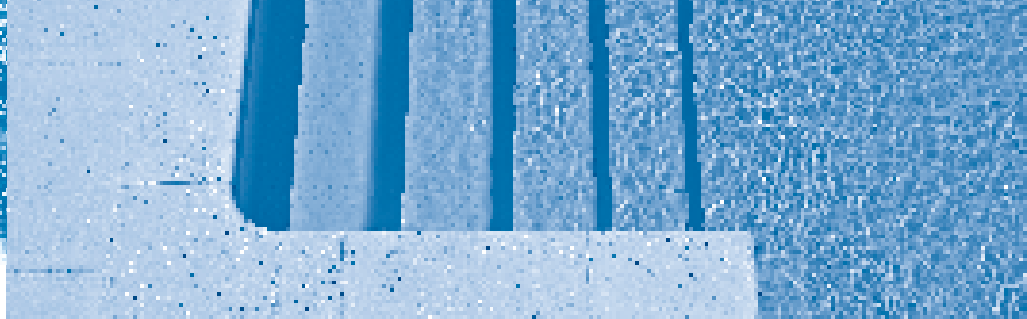
Les Commissaires aux Comptes

SECA FOREZ
Pierre Gerard

MICHEL TAMET & ASSOCIÉS
Michel Tamet

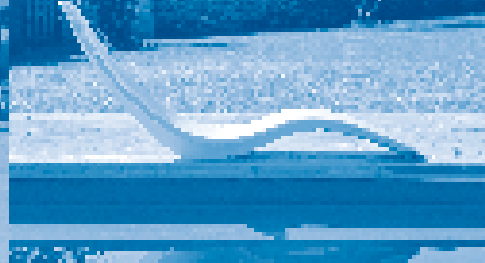


BILAN CONSOLIDÉ ET ANNEXES
Au 31 août 2015

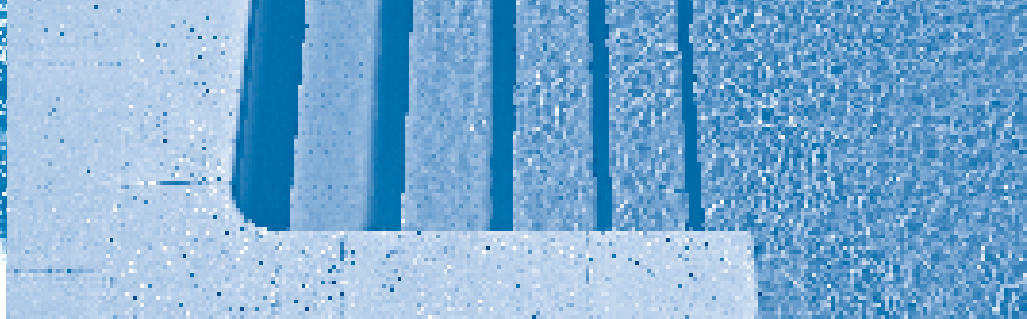


TABLES DES MATIÈRES

1	Situation Financière	34
2	Résultat consolidé	35
	2.1 Etat du résultat net.....	35
	2.2 Etat du résultat net et gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres.....	35
3	Tableau des flux de trésorerie consolidés	36
4	Tableau de variation des capitaux propres	37
5	Entité présentant les états financiers	37
6	Règles et méthodes comptables	37
	6.1 Bases de préparation des états financiers consolidés.....	37
	6.2 Normes, amendements et interprétation appliqués.....	38
	6.3 Présentation des états financiers.....	39
	6.4 Méthode de consolidation.....	39
	6.5 Conversion des opérations libellées en monnaies étrangères.....	39
	6.6 Ecart d'acquisition.....	39
	6.7 Immobilisations incorporelles.....	39
	6.7.1 Frais de recherche et développement.....	39
	6.7.2 Autres immobilisations incorporelles.....	40
	6.8 Immobilisations corporelles.....	40
	6.9 Test de perte de valeur des actifs immobilisés.....	40
	6.10 Actifs financiers.....	41
	6.11 Titres auto détenus.....	41
	6.12 Stocks.....	41
	6.13 Clients et autres créances d'exploitation.....	41
	6.14 Trésorerie et placements.....	42
	6.15 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées.....	42
	6.16 Régimes de retraite, indemnités de cessation de service et autres avantages postérieurs à l'emploi.....	42
	6.16.1 Régimes à cotisations définies.....	42
	6.16.2 Régimes à prestations définies.....	42
	6.17 Provisions pour risques et charges.....	42
	6.18 Instruments dérivés.....	42
	6.19 Produits des activités ordinaires.....	43
	6.20 Impôts sur les bénéfices.....	43
	6.21 Informations sectorielles.....	43
	6.22 Résultats par action.....	43
	6.23 Incertitudes relatives aux estimations à la date de clôture.....	43
7	Evolution du périmètre de consolidation	44
	7.1 Périmètre de consolidation.....	44
	7.2 Principales variations du périmètre de consolidation.....	44
8	Informations sectorielles	44
9	Résultat opérationnel	45
	9.1 Produits des activités ordinaires.....	45
	9.1.1 Répartition du Chiffre d'affaires France et Export.....	45
	9.1.2 Autres produits de l'activité.....	45
	9.2 Charges de personnel.....	45
	9.2.1 Composition des charges de personnel.....	45
	9.2.2 Effectif à la clôture par catégorie de personnel.....	45
	9.2.3 Rémunération des organes de directions.....	45
	9.3 Charges externes.....	45
	9.4 Dotations nettes aux amortissements et provisions pour dépréciations.....	46
	9.5 Reprise sur provisions stock.....	46
	9.6 Autres charges et produits.....	46
	9.6.1 Autres produits et charges d'exploitation.....	46
	9.6.2 Autres charges opérationnelles.....	46
	9.7 Coût de l'endettement financier net.....	46
	9.8 Autres produits et charges financiers.....	46



9.9 Activité cédée	46
10 Impôts sur les bénéfices	47
10.1 Intégration fiscale	47
10.2 Analyse de la charge d'impôt	47
10.3 Impôts différés	47
10.4 Analyse de l'écart entre le taux légal en France et le taux effectif d'impôt du compte de résultat consolidé	48
11 Résultat par action	48
12 Ecart d'acquisition	48
12.1 Liste des écarts d'acquisition	48
12.2 Evaluation des écarts d'acquisitions	49
13 Immobilisations incorporelles	49
13.1 Variations des immobilisations incorporelles	49
13.2 Dépréciation d'actifs	50
14 Immobilisations corporelles	50
15 Immeuble de placement	51
16 Actifs financiers non courants	51
17 Stocks et encours	52
18 Créances Clients et autres créances	52
19 Actifs financiers de transaction et risque de marché	52
19.1 Actifs financiers de transactions	52
19.2 Risque de marché	52
19.3 Effet juste valeur	52
20 Trésorerie et équivalent de trésorerie	52
20.1 Trésorerie nette	52
20.2 Effet juste valeur	52
21 Actifs détenus en vue d'être cédés	53
22 Capitaux propres	53
22.1 Variation des capitaux propres consolidés	53
22.2 Capital social	53
22.3 Dividende versé	53
22.4 Titres d'auto-contrôle	53
23 Régime de retraite et indemnités de cessations de service / avantage au personnel	54
24 Détail des Provisions non courantes	54
25 Dettes financières à long, moyen et court terme	54
25.1 Etats des dettes financière à long, moyen et court terme	54
25.2 Détail des dettes financières long et moyen terme	55
25.3 Risques liés aux instruments financiers	55
25.3.1 Risque de liquidité	55
25.3.2 Risque de taux	55
25.3.3 Risque de change	55
26 Dettes fournisseurs et autres dettes courantes	55
27 Engagements hors bilan	56
27.1 Cautions données	56
27.2 Contrats de locations	56
27.2.1 Contrats de locations financement	56
27.2.2 Contrats de locations simples	56
28 Parties liées	56
29 Autres informations	56
29.1 Passifs éventuels	56
29.2 Evénements postérieurs à la clôture	56
29.3 Honoraires versés aux commissaires aux comptes figurant au compte de résultat au titre de l'exercice clos le 31 août 2015	56
30 Liste des sociétés consolidées	57



I. SITUATION FINANCIÈRE

ACTIF EN k€	Notes	31/08/2015	31/08/2014
Ecarts d'acquisition nets	12	1 132	1 132
Immobilisations incorporelles nettes	13	1 767	2 023
Immobilisations corporelles nettes	14	49 984	53 537
Immeuble de placement	15	2 010	379
Autres actifs financiers non courants	16	430	460
Titres mis en équivalence		64	60
Actifs d'impôts différés	10.3	107	120
Actifs non courants		55 493	57 712
Stocks nets	17	12 223	13 067
Créances clients et autres créances nettes	18	13 557	11 577
Actifs financiers de transaction	19	0	0
Impôts courants		964	121
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20.1	20 097	20 277
Actifs détenus en vue d'être cédés	21	0	1 670
Actifs courants		46 841	46 713
TOTAL ACTIF		102 335	104 425

PASSIF EN k€	Notes	31/08/2015	31/08/2014
Capital social	22.2	6 941	6 941
Primes d'émission	4	1 181	1 181
Réserves consolidées liées au capital	4	48 616	49 742
Résultat net	4	2 660	3 501
Total des Capitaux Propres	4	59 398	61 365
Dont intérêts minoritaires	4	96	101
Capitaux Propres - Part du Groupe	4	59 302	61 262
Dettes financières à long et moyen terme	25.2	18 881	20 021
Autres passifs financiers			
Avantage du personnel	23	115	582
Provisions - non courant	24	48	39
Passifs d'impôts différés	10.3	4 315	3 991
Passifs non courants		23 359	24 633
Part à moins d'un an des dettes financières	25.1	6 895	6 376
Concours bancaires	20.1	764	336
Passifs financiers dérivés	25.3.2	216	113
Dettes fournisseurs et autres dettes	26	11 696	11 033
Impôts courants		5	570
Passifs courants		19 576	18 428
TOTAL PASSIF		102 335	104 425



2. RÉSULTAT CONSOLIDÉ

2.1 - État du résultat net

Données en k€	Notes	31/08/2015	31/08/2014
Chiffres d'affaires	9.1.1	71 114	70 386
Autres produits de l'activité	9.1.2	967	595
Produits des activités ordinaires	9.1	72 081	70 981
Achats consommés		- 31 017	- 30 475
Marges sur achats consommés		41 064	40 506
Charges de personnel	9.2	- 12 886	- 12 120
Charges externes	9.3	- 16 483	- 14 778
Impôts et taxes		- 1 620	- 1 592
Dotations nettes aux amortissements et pertes de valeur	9.4	- 6 132	- 5 877
Dotations nettes aux provisions et dépréciations hors stock	9.4	425	- 168
Dotations nettes aux dépréciations sur stock	9.5	0	3
Autres charges et produits d'exploitation	9.6.1	138	- 311
Résultat opérationnel courant		4 505	5 662
Autres charges opérationnelles	9.6.2	0	- 4
Résultat opérationnel		4 505	5 658
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9.7	202	355
Coût de l'endettement financier brut	9.7	- 636	- 802
Coût de l'endettement financier net	9.7	- 434	- 446
Autres produits et charges financiers	9.8	90	14
Résultat avant impôts		4 161	5 226
Charges d'impôt sur le résultat	10.2	- 1 505	- 1 718
Activités cédées	9.9	0	0
Quote part de résultat des sociétés mises en équivalence		4	- 6
RÉSULTAT NET		2 660	3 501
- part du groupe		2 649	3 490
- intérêts minoritaires		11	11
Résultat par action en €	II	0,29	0,39

2.2 - État du résultat global et gains et pertes comptabilisés directement dans les capitaux propres

En k€	31/08/2015	31/08/2014
Résultat Net	2 660	3 501
Autres éléments du résultat global (OCI)		
Ecart de conversion	112	12
Correction d'erreurs sur période antérieure	- 74	0
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		0
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		0
Impôts		0
Total des autres éléments du résultat global recyclables	38	12
Réévaluation des immobilisations		0
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies		0
Total des autres Eléments du résultat global non recyclables	0	0
Résultat global	2 698	3 513
Dont part groupe	2 687	3 502
Dont intérêts minoritaires	11	11

3. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Données en k€	Notes	31/08/2015	31/08/2014
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ		2 660	3 501
Part de résultat des sociétés mises en équivalence		- 4	6
Dotations nettes aux amortissements et provisions		5 677	5 965
Gains et pertes latents liés aux variations de juste-valeur		0	0
Autres produits et charges calculés		0	0
Plus ou moins values de cession		- 17	39
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier		8 316	9 511
Coût de l'endettement financier net	9.7	435	446
Charges d'impôt de la période, y compris impôts différés	10.2	1 505	1 718
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt		10 256	11 675
Charges d'impôts, hors impôts différés		- 1 127	- 1 602
Variation du BFR lié à l'activité		- 1 952	852
Flux net de trésorerie généré par l'activité		7 177	10 925
Décaissement/acquisition immos incorporelles	13	- 139	- 193
Décaissement/acquisition immos corporelles	14	- 2 028	- 5 125
Encaissement/cession d'immos corporelles et incorporelles		51	0
Décaissement/acquisition immos financières		- 108	- 152
Décaissements/acquisitions/placements			0
Encaissement/cession d'immos financières		63	5
Trésorerie nette/acquisitions et cessions de filiales		0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		- 2 161	- 5 465
Augmentation de capital ou apports		0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		- 4 582	- 4 582
Dividendes versés aux minoritaires		- 17	- 12
Encaissement provenant d'emprunts		6 000	4 800
Coût de l'endettement financier net	9.7	- 434	- 446
Remboursements d'emprunts		- 6 620	- 6 405
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		- 5 653	- 6 645
	19.1		
Variations de trésorerie nette		- 637	- 1 185
Encaissement d'un actif financier de transaction	20.1	0	0
Incidence variations du taux de change		30	- 11
Trésorerie à l'ouverture		19 941	21 116
Trésorerie à la clôture	16	19 332	19 941



4. TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Données en k€	Capital	Prime d'émission	Réserves Consolidés	Résultat consolidé	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres Totaux
Au 1 ^{er} septembre 2013	6 941	1 181	52 293	1 967	62 274	102	62 378
Dividendes versés			- 2 627	- 1 967	- 4 582	- 12	- 4 594
Résultat de l'exercice				3 501	3 490	11	3 501
Opérations sur titres d'auto contrôle			71		71		71
Résultats enregistrés directement dans les capitaux propres							
Ecart de conversion			12		12		12
Autres variations			- 1		- 1	0	- 1
Au 31 août 2014	6 941	1 181	49 742	3 501	61 262	101	61 365
Au 1 ^{er} septembre 2014	6 941	1 181	49 742	3 501	61 262	101	61 365
Dividendes versés			- 1 098	- 3 501	- 4 582	- 17	- 4 599
Résultat de l'exercice				2 660	2 649	11	2 660
Opérations sur titres d'auto-contrôle			- 65		- 65		- 65
Résultats enregistrés directement dans les capitaux propres							
Ecart de conversion			112		112	0	112
Autres variations			- 74		- 74		- 74
Au 31 août 2015	6 941	1 181	48 617	2 660	59 302	95	59 399

5. ENTITÉ PRÉSENTANT LES ÉTATS FINANCIERS

Piscines Desjoux SA est une société domiciliée en France. Son siège social est situé à "La Gouyonnière" 42484 La Fouillouse.

Les états financiers consolidés de la société Piscines Desjoux S.A., pour l'exercice clos au 31 août 2015 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme "le Groupe" et chacune individuellement comme "les entités du Groupe") et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées.

Créé dans les années soixante-dix, le Groupe Piscines Desjoux S.A. conçoit, fabrique et commercialise des piscines et ses produits dérivés. La société a forgé son succès sur la piscine standard familiale, "prête à plonger".

Les comptes annuels consolidés au 31 août 2015, ci-joints, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration, en date du 18 décembre 2015, et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale le 5 février 2016.

6. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

6.1. Bases de préparation des états financiers consolidés

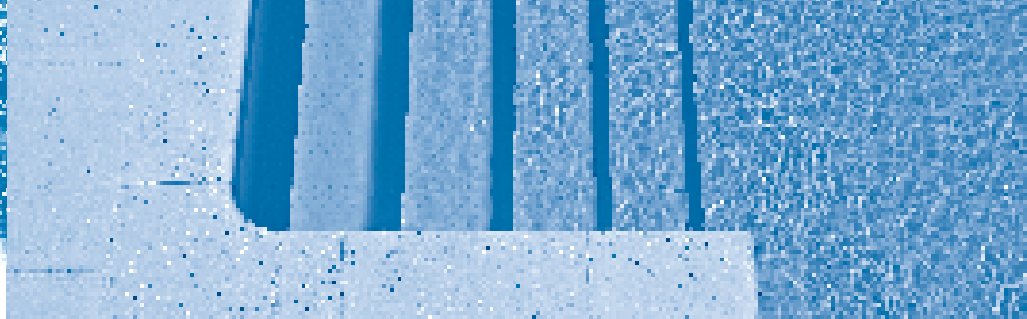
Les états financiers consolidés du Groupe au 31 août 2015 ont été établis en conformité au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes et présentés conformément à la norme IAS 1 révisée.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union Européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros et ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 18 décembre 2015. Conformément à la législation française, ils seront considérés comme définitifs lorsqu'ils auront été approuvés par les actionnaires de Piscines Desjoux lors de l'Assemblée Générale annuelle convoquée le 5 février 2016.

Le Groupe a appliqué dans ses états financiers consolidés clos au 31 août 2015 les mêmes principes comptables et méthodes d'évaluation qu'au 31 août 2014.

Il n'a par ailleurs été identifié aucun élément de nature à remettre en question le principe de continuité d'exploitation préconisé par IAS 1. Les états financiers consolidés sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers détenus à des fins de transaction évalués à la juste valeur.



6.2. Normes, amendements et interprétation appliqués

Les principes retenus, pour l'établissement des états financiers consolidés au 31 août 2015, résultent de l'application de toutes les normes d'interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire à partir des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014. Les nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire à partir des comptes ouverts à partir du 1^{er} janvier 2014 à savoir:

Normes impactées	Nouveautés obligatoires en 2014-2015 pour les sociétés cotées européennes	Date d'entrée en vigueur obligatoire en Europe (1 ^{er} exercice commençant le 01/09/2014)
IAS 27	Etats financiers individuels (05/11) (Règl. 1254/2012 du 11/12/12 JOUE du 29/12/12)	1/01/2014
IAS 28	Participations dans les entités associées et joint-ventures (05/11) (Règl. 1254/2012 du 11/12/12 JOUE du 29/12/12)	1/01/2014
IAS 32 Amendement	Compensation d'actifs et de passifs financiers (12/11) Règl. 1256/2012 du 13/12/12 JOUE du 29/12/12.	1/01/2014
IAS 36 Amendement	Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers (05/13) (Règl. 1374/2013 du 19/12/13 JOUE du 20/12/13)	1/01/2014
IAS 39 Amendement	Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture (06/13) (Règl. 1375/2013 du 19/12/13 JOUE du 20/12/13)	1/01/2014
IFRS 10	Etats financiers consolidés (05/11) (Règl. 1254/2012 du 11/12/12 JOUE du 29/12/12).	1/01/2014
IFRS 10 Amendements aux dispositions transitoires	Amendements Guide de première application (06/12) (Règl. 313/2013 du 4/04/2013 JOUE du 05/04/13)	1/01/2014
IFRS 11	Partenariats (05/11) (Règl. 1254/2012 du 11/12/12 JOUE du 29/12/12)	1/01/2014
IFRS 11 Amendements aux dispositions transitoires	Guide de première application (06/12) Règl. 313/2013 du 4/04/2013 JOUE du 05/04/13)	1/01/2014
IFRS 12	Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (05/11) (Règl. 1254/2012 du 11/12/12 JOUE du 29/12/12)	1/01/2014
IFRS 12 Amendements aux dispositions transitoires	Guide de première application (06/12) (Règl. 313/2013 du 4/04/2013 JOUE du 5/04/13)	1/01/2014
Amendements à IFRS 10 IFRS 12 et IAS 27	Sociétés d'investissement (10/12) (Règl. 1174/2013 du 20/11/13 JOUE du 21/11/13)	1/01/2014
IFRIC 21	Taxes (05/13) (Règl. CE 634/2014)	17/06/2014

n'ont pas entraîné de changement significatif sur les modalités d'évaluation et de présentation des comptes.

Le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de manière anticipée les normes, amendements et interprétations publiées par l'Union Européenne qui seront obligatoires pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} février 2015.

Normes et interprétations adoptées par l'Europe et applicables par anticipation car interprétant des textes déjà adoptés	Adoption par l'Europe (1 ^{er} exercice commençant le 01/09/2014)	Entrée en vigueur obligatoire (selon UE)
Amendement IAS 19, Régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel ("Defined benefit plans : employee contributions") (11/13)	Règl. UE 2015/29 17 décembre 2014, publié au JOUE le 9/01/15	1/02/2015
Améliorations des IFRS cycle 2010 - 2012 (12/13) Normes concernées : IFRS 2 : Conditions d'acquisition des droits, de marché, de performance, de service	Règl. UE 2015/28 17 décembre 2014, publié au JOUE le 9/01/15	1/02/2015
IFRS 3 : Comptabilisation d'un ajustement éventuel du prix		1/02/2015
IFRS 8 : Regroupement de secteurs opérationnels et réconciliation des actifs sectoriels avec le total des actifs		1/02/2015
IAS 16 : Réévaluation - Ajustement proportionnel de l'amortissement cumulé		1/02/2015
IAS 24 : Notion de services de direction ("key management personnel services")		1/02/2015
IAS 38 : Réévaluation - Ajustement proportionnel de l'amortissement cumulé		1/02/2015

Le Groupe n'attend pas d'impact significatif sur les états financiers du fait de l'adoption de ces normes et interprétations.



6.3. Présentation des états financiers

Le Groupe présente ses états financiers selon les principes contenus dans la norme IAS 1 révisée "Présentation des états financiers".

- Le Groupe procède à la ventilation de ses actifs et passifs en courants et non courants;
- Les actifs et passifs constitutifs du besoin en fonds de roulement entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité, dont on s'attend à une réalisation ou un règlement dans les douze mois suivant la date de clôture, sont classés en courants;
- Les actifs immobilisés sont classés en non courants;
- Les actifs financiers sont ventilés en courants ou non courants;
- Les dettes financières, devant être réglées dans les 12 mois suivant la date de clôture de l'exercice, sont classées en courants;
- Inversement, la part des dettes financières, dont l'échéance est supérieure à 12 mois, est classée en passif non courant;
- Les provisions, entrant dans le cycle d'exploitation normal de l'activité concernée et la part à moins d'un an des autres provisions pour risques et charges, sont classées en courants. Les provisions ne répondant pas à ces critères sont classées en tant que passifs non courants;
- Les impôts différés sont présentés en totalité en actifs et passifs non courants.

6.4. Méthode de consolidation

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif. Ce contrôle exclusif s'apprécie en fonction de la majorité des droits de vote, ou de l'exercice contractuel ou de fait de la direction opérationnelle de la société.

Toutes les sociétés consolidées le sont par la méthode de l'intégration globale (à l'exception de Piscines et Spa du Médoc société mise en équivalence non significative dans le périmètre de consolidation) et sur la base de comptes arrêtés à la date de clôture du Groupe et retraités, le cas échéant, en harmonisation avec les principes comptables du groupe.

Les méthodes comptables du groupe sont homogènes.

Les ajustements consécutifs à des erreurs significatives sont comptabilisés de manière rétrospective. En cas d'erreur, doivent être mentionnés la nature de l'erreur et le montant des ajustements pour chaque ligne concernée des états financiers et le montant de l'ajustement du résultat par action. À des fins de simplification de la présentation de l'information financière, l'information comparative donnée ne tient pas compte des corrections d'erreurs. Ces corrections d'erreurs sont le cas échéant présentées à la note 2.2 tant pour leur impact sur les réserves consolidées que pour leur impact sur la situation financière.

La liste et les méthodes de consolidation de l'ensemble des sociétés consolidées, pour l'exercice clos le 31 août 2015, sont présentées en annexe, en note 30.

6.5. Conversion des opérations libellées en monnaies étrangères

Les actifs et passifs d'une activité à l'étranger, y compris l'écart d'acquisition et les ajustements de juste valeur découlant de l'acquisition sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et charges sont convertis en € en utilisant les cours de change moyen.

Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en capitaux propres. Ces écarts sont comptabilisés en réserve de conversion.

Les avances consenties aux filiales étrangères sont considérées comme des éléments monétaires faisant partie de l'investissement net dans une activité à l'étranger et à ce titre au regard de la réglementation, les écarts de change, y afférents, comptabilisés en résultat dans les comptes individuels sont constatés parmi les éléments du résultat global (OCI).

6.6. Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à l'écart déterminé à la date d'entrée dans le périmètre de consolidation entre, d'une part, le coût d'acquisition des titres et, d'autre part, la part du Groupe dans la juste valeur aux dates d'acquisition des actifs et passifs identifiables de la société acquise.

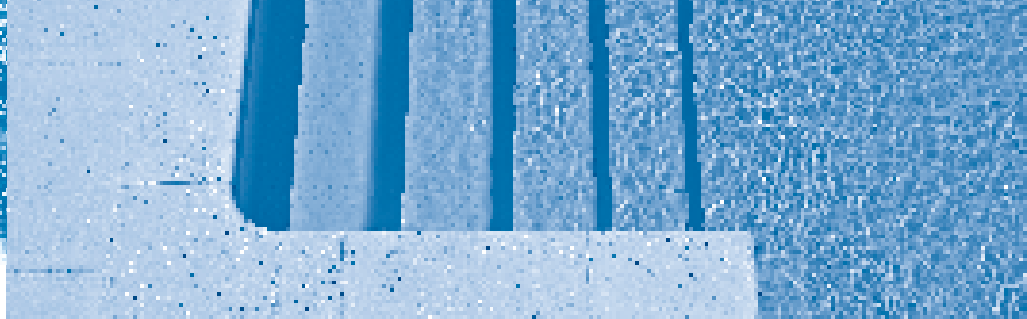
Conformément aux dispositions d'IFRS 3, les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, ou en cas d'indice de perte de valeur.

Après leur comptabilisation initiale, les écarts d'acquisition sont évalués au coût historique, diminués du cumul des éventuelles pertes de valeur.

6.7. Immobilisations incorporelles

6.7.1 Frais de recherche et développement

Le Groupe a pour ambition d'améliorer sans cesse la qualité de ses produits et de répondre aux besoins de sa clientèle. Pour ce faire, le service "recherche et développement" engage en permanence de nouveaux projets. Chaque projet fait l'objet d'un dossier de suivi. Les dépenses effectuées, pour chaque dossier, pendant la phase de recherche sont comptabilisées en charge. Conformément à IAS 38, les coûts engagés en phase de développement sont portés à l'actif. Ils sont amortis sur une durée de 5 ans en linéaire.



6.7.2 Autres immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement des droits au bail et des fonds de commerce des boutiques de commercialisation en France et des logiciels informatiques. Les immobilisations incorporelles acquises sont enregistrées au coût historique, diminuées du cumul des amortissements linéaires et des pertes de valeur éventuelles.

Compte tenu du caractère indéfiniment recouvrable des droits au bail et fonds de commerce des boutiques de commercialisation en France, leur durée d'utilité ne peut être déterminée. Ils ne sont donc pas amortis. Ils font l'objet d'un test de dépréciation annuel ou lorsqu'il existe des indices de pertes de valeur conformément à IAS 36.

Ces immobilisations incorporelles sont amorties linéairement selon leur durée d'utilité suivante :

Nature des biens	Durée d'utilité
Logiciels	1 à 7 ans
Brevets	10 ans
Frais de dépôts de brevet	5 ans
Droit au bail et fonds de commerce	Non amortis

6.8. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût historique, diminuées du cumul des amortissements linéaires et des pertes de valeur éventuelles. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains (non amortissables), font l'objet d'un amortissement calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus sur la base du coût d'acquisition, déduction faite de la valeur résiduelle. Sauf cas particulier, les valeurs résiduelles sont nulles.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes.

Nature des biens	Durée d'utilité
Constructions	15 à 30 ans
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 25 ans
Autres immobilisations corporelles	3 à 30 ans

Les frais d'entretiens et réparations sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Conformément à IAS 17, les biens, dont le Groupe a la disposition par contrat de location financement, sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidés comme s'ils avaient été acquis par emprunt. En conséquence, les biens financés de cette manière sont portés à l'actif et un emprunt est inscrit au passif. Les biens en contrat de location financement sont amortis de façon linéaire sur leur durée de vie utile estimée, de manière similaire aux autres immobilisations de même nature.

Immeubles de placement :

Il s'agit des biens immobiliers détenus par le groupe pour en tirer des loyers auprès de tiers extérieurs au groupe. Ils sont évalués selon le modèle du coût amorti, c'est-à-dire au coût d'acquisition ou de production diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur le cas échéant.

6.9. Test de perte de valeur des actifs immobilisés

- Les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée ne sont pas amortis mais soumis à un test de dépréciation à chaque clôture annuelle, et chaque fois qu'il existe un indice quelconque montrant qu'ils ont pu perdre notablement de leur valeur. Les valeurs comptables des autres actifs immobilisés font également l'objet d'un test de dépréciation, chaque fois que les événements ou changements de circonstances indiquent que ces valeurs comptables pourraient ne pas être recouvrables. Le test de dépréciation consiste à comparer la valeur nette comptable de l'actif ou du groupe d'actifs à sa valeur recouvrable, qui est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité.
- La valeur recouvrable est déterminée pour un actif individuellement, à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Dans ce cas, comme pour les écarts d'acquisition, la valeur recouvrable est déterminée au niveau de l'unité génératrice de trésorerie. La définition des unités génératrices de trésorerie ou groupe d'unité génératrice de trésorerie repose sur les caractéristiques de métier, de marché ou de segmentation géographique.
- Le Groupe considère que la Location Gérance est la plus petite UGT à laquelle peuvent être alloués des écarts d'acquisition. La valeur recouvrable est mesurée via le chiffre d'affaires généré par chacun des fonds de commerce. Une dépréciation est constatée dans les comptes, si la valeur recouvrable ainsi mesurée est inférieure à la valeur nette comptable des fonds de commerce affectés à cette UGT.
- Piscines Desjoyaux a retenu comme unités génératrices de trésorerie les unités suivantes:
 - Commercialisation en direction des particuliers pour la France: chacune des entités responsables de la commercialisation sur une zone géographique;
 - Location gérance de fonds de commerce;
 - Commercialisation monde: chacune des entités présentes dans le pays considéré;



- La valeur d'utilité est obtenue en additionnant les valeurs actualisées des flux de trésorerie attendus de l'utilisation de l'actif (ou de l'unité génératrice de trésorerie - UGT) et de sa cession. Le taux d'actualisation avant impôt retenu reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif (ou à l'UGT) ;
- S'il n'existe ni accord de vente irrévocable, ni marché actif, la juste valeur diminuée des coûts de cession correspond au montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif (ou d'une UGT) lors d'une opération, dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes, diminué des coûts d'opération. Ces valeurs sont déterminées à partir d'éléments de marché (comparaison avec des sociétés cotées similaires, valeur attribuée lors d'opérations récentes et cours boursiers) ;
- Lorsque la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie est inférieure à sa valeur nette comptable, la perte de valeur est enregistrée. Lorsqu'elle concerne une unité génératrice de trésorerie, elle est imputée en priorité sur les goodwill rattachés à cette unité génératrice de trésorerie.

6.10. Actifs financiers

Conformément à la norme IAS 32 et 39 "instruments financiers", les actifs financiers sont classés en quatre catégories selon leur nature et l'intention de détention :

- les actifs détenus jusqu'à l'échéance ;
- les actifs évalués en juste valeur par résultat ;
- les actifs disponibles à la vente ;
- les prêts et créances.

Actifs détenus jusqu'à l'échéance : il s'agit d'actifs non dérivés à date d'échéance et à revenus fixes acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode de taux d'intérêt effectif.

Le coût amorti est calculé en prenant en compte toute décote ou prime lors de l'acquisition, sur la période allant de l'acquisition à l'échéance de remboursement. Les profits et pertes sont portés en résultat lorsque les actifs sont sortis ou lorsqu'ils perdent de la valeur, ainsi qu'au travers du processus d'amortissement.

Le Groupe ne dispose pas, à ce jour, de ce type d'actif.

Prêts et créances : Les prêts et placements à long terme sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. Au bilan, les prêts et créances sont présentés dans la rubrique "autres actifs financiers non-courants".

Actifs évalués en juste valeur par résultat : ils représentent des actifs détenus à des fins de transaction, c'est à dire les actifs acquis par l'entreprise dans l'objectif de les céder à court terme, ou des actifs financiers classés dans cette catégorie dès leur comptabilisation initiale. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Actifs disponibles à la vente : Les titres disponibles à la vente sont des actifs financiers, non dérivés, qui sont désignés comme étant disponibles à la vente ou qui n'ont pas été classés dans une des trois autres catégories d'actifs décrites ci-dessus.

Ce sont des titres de sociétés sur lesquels le groupe n'exerce ni contrôle ni influence notable.

Ils sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés en capitaux propres.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont présentés dans la rubrique "actifs détenus en vue d'être cédés".

L'ensemble des actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un indice de perte de valeur.

Les actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction.

6.11. Titres auto-détenus

Indépendamment de l'objectif fixé, tous les titres d'autocontrôle sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Les éventuels profits ou pertes au titre de la dépréciation, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'actions propres, sont imputés sur les capitaux propres.

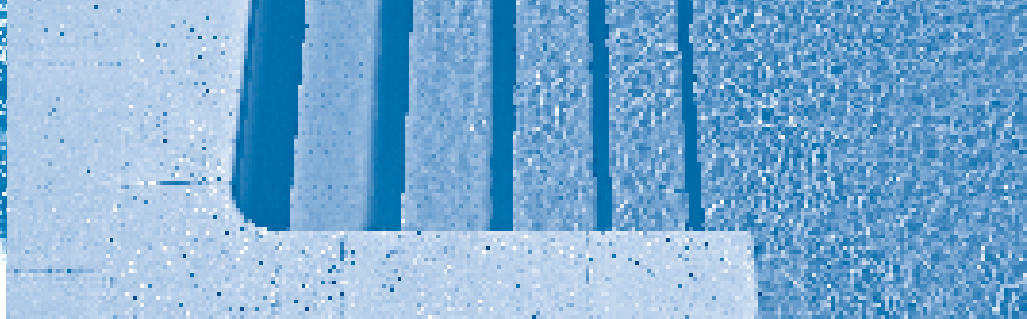
6.12. Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de production et de leur valeur nette probable de négociation. La méthode de valorisation utilisée dans le Groupe est le coût moyen pondéré.

Les stocks comprennent tous les coûts d'achat, coûts de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks sur leur lieu de vente et dans l'état où ils se trouvent, hors frais financiers.

6.13. Clients et autres créances d'exploitation

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont des actifs courants évalués à la juste valeur lors de leur comptabilisation. Cette dernière correspond, en règle générale, à la valeur nominale. Ces créances sont évaluées, à chaque clôture, au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur liées aux risques éventuels de non-recouvrement.



6.14. Trésorerie et placements

La trésorerie correspond aux soldes bancaires, ainsi qu'aux caisses.

Les concours bancaires sont classés au passif sur une ligne distincte des emprunts et dettes financières.

Les équivalents de trésorerie sont essentiellement des comptes à terme qui correspondent à des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque nul de changement de valeur.

Les valeurs mobilières de placement sont, selon IAS 39, évaluées à la juste valeur à chaque clôture.

Cette juste valeur correspond, soit au cours constaté à la date de clôture, soit à la valeur liquidative pour les actifs de trésorerie placés dans les OPCVM. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le résultat financier.

6.15. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente ou d'un échange contre d'autres actifs et non d'une utilisation continue. Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable.

Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs ou groupes d'actifs. Ces actifs ou groupes d'actifs sont mesurés au plus bas de la valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession.

Une activité abandonnée est définie comme un composant de l'entreprise faisant l'objet d'une cession, et qui répond à l'une des trois conditions suivantes :

- représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte ;
- fait partie d'un plan global de cession d'une activité ou d'une zone géographique principale et distincte ;
- est une filiale acquise uniquement dans le but de la revente.

Les éléments, du résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées, sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées.

6.16. Régimes de retraite, indemnités de cessation de service et autres avantages postérieurs à l'emploi

6.16.1 Régimes à cotisations définies

Le groupe comptabilise en charges les cotisations de l'exercice au cours duquel les services sont rendus par le personnel.

6.16.2 Régimes à prestations définies

Les estimations des obligations du Groupe, au titre des indemnités de cessation de service, sont calculées, conformément à la norme IAS 19 "avantages du personnel", annuellement, en utilisant la méthode des unités de crédits projetés. Cette méthode prend en compte, sur la base d'hypothèses actuarielles, la probabilité de durée de service futur du salarié, le niveau de rémunération futur, l'espérance de vie et la rotation du personnel.

L'obligation est actualisée en utilisant un taux d'actualisation de 2,03 % au 31 août 2015. Elle est comptabilisée au prorata des années de service des salariés. Les salaires ont été projetés en tenant compte d'une évolution annuelle au taux moyen de 1,5 % qui tient compte à la fois des augmentations générales et individuelles.

Lorsque les prestations sont préfinancées au travers de fonds externes, les actifs détenus au travers de ces fonds sont évalués à leur juste valeur, à la date de clôture de l'exercice.

La charge de l'exercice est ventilée en résultat opérationnel et résultat financier.

6.17. Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite), résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources non représentative d'avantages économiques pour le Groupe. Les provisions font l'objet d'une actualisation lorsque l'impact de l'actualisation est significatif.

La provision est estimée en fonction de la meilleure estimation des dépenses prévisibles.

6.18. Instruments dérivés

Le Groupe procède à des couvertures de taux d'intérêt afin de gérer son risque de taux et de maîtriser le coût global de sa dette, sans risque spéculatif.

L'ensemble des instruments de couverture est comptabilisé au bilan à l'actif en "autres actifs financiers non courants" et au passif en "passifs financiers dérivés".

L'instrument financier de couverture est évalué, conformément à IAS 39, à la juste valeur à chaque clôture. Cette juste valeur correspond au coût éventuel de sortie du Swap.

La variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat sur la ligne "autres produits et charges financières" compte tenu du fait que cet instrument de couverture est qualifié d'inefficace au regard de IAS 39.



6.19. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires sont composés de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées, dans le cadre normal de leur activité, après élimination des ventes intra-groupe. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés, si le vendeur ne conserve ni participation à la gestion ni contrôle effectif sur les biens cédés (généralement, à la date du transfert de propriété des produits).

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc, après déduction des rabais commerciaux, remises ou escomptes.

6.20. Impôts sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices correspond au cumul des impôts exigibles des différentes sociétés du groupe, corrigé de la fiscalité différée.

Les impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actifs et de passifs et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base du dernier taux d'impôt connu.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12 "impôts sur le résultat", les provisions pour impôts différés sont constituées selon la méthode du report variable. Les impôts différés sont calculés par application de la législation fiscale en vigueur. Les actifs d'impôts différés ne sont constatés que si leur récupération est plus probable qu'improbable. A chaque clôture, les impôts différés sont revus pour tenir compte, le cas échéant des incidences de la législation fiscale et des perspectives de recouvrements. La contribution additionnelle d'IS de 3 % sur les dividendes versés est également comptabilisée en charge d'impôt sur les résultats mais n'est pas prise en compte pour le calcul des impôts différés.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation. Au bilan, le groupe compense par société les actifs et passifs d'impôts différés. Les impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non courants.

Les crédits d'impôt recherche sont enregistrés conformément à la norme IAS 20 en subvention et figurent dans le résultat opérationnel sur la ligne "Autres produits de l'activité".

Le produit à recevoir concernant le Crédit Impôt Compétitivité Emploi (C.I.C.E.) (calculé sur la base des salaires y donnant droit et versés au cours de l'exercice) pour le groupe s'élève à un montant de 274 k€ pour l'exercice clos au 31 août 2015. Ce montant a été comptabilisé en diminution des charges de personnel.

La charge de CVAE est qualifiée par le groupe de charge opérationnelle et figure dans la rubrique d'impôts et taxes dans l'état du résultat global.

6.21. Informations sectorielles

Un secteur opérationnel est une composante d'une entité :

- dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance,
- et pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Selon "l'approche de la direction", le Groupe présente l'information sectorielle suivante :

- activité Piscines,
- autres activités.

6.22. Résultat par action

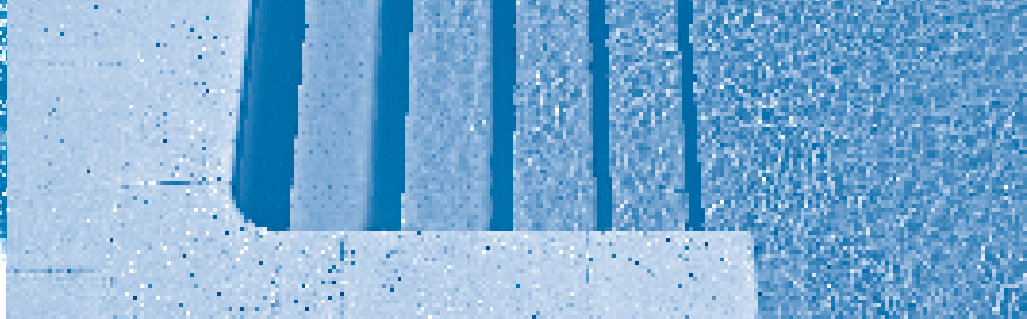
Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice. Le résultat dilué est égal au résultat de base par action, car il n'existe pas dans le groupe d'actions potentielles dilutives.

Voir également la note II.

6.23. Incertitudes relatives aux estimations à la date de clôture

L'établissement des états financiers consolidés, préparés conformément aux normes comptables internationales "IFRS", implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses, jugées réalistes et raisonnables qui peuvent avoir un impact sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Certains faits et circonstances pourraient conduire à des changements de ces estimations ou hypothèses, ce qui affecterait la valeur des actifs, passifs, capitaux propres et résultat du Groupe.

Piscines Desjoux revoit ces estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Elles concernent principalement les provisions et les hypothèses retenues pour l'établissement des plans d'affaires utilisés pour la réalisation des tests de valeur sur les actifs et la reconnaissance d'impôts différés actifs.



7. EVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

7.1. Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe Desjoyaux au 31 août 2015 regroupent les comptes des sociétés, dont la liste est donnée en note 30.

7.2. Principales variations du périmètre de consolidation

• Acquisitions:	Néant
• Créations:	Néant
• Cessions:	Cession du fonds de commerce de la société DP24 le 2 mars 2015
• Modification:	Mise en location gérance de la société DPC le 1 ^{er} février 2015
• Dissolutions:	Néant
• Augmentation du pourcentage d'intérêt:	Néant

8. INFORMATIONS SECTORIELLES

Selon l'approche de la direction, le groupe présente l'information sectorielle suivante:

- Activité piscines
- Autres activités

L'organisation interne du groupe Desjoyaux, l'analyse de sa rentabilité et de ses risques conduisent à présenter les secteurs d'activité en tant que premier niveau d'information sectorielle.

Données en k€	ACTIVITÉ PISCINES		AUTRES ACTIVITÉS		TOTAL	
	2014/2015	2013/2014	2014/2015	2013/2014	2014/2015	2013/2014
Produit des activités ordinaires	72 053	70 956	28	24	72 081	70 980
Résultat opérationnel	4 547	5 711	- 42	- 53	4 505	5 658
Dotation aux amortissements	6 073	5 871	60	5	6 133	5 876
Résultat net	2 700	3 565	- 40	- 64	2 660	3 501
Actifs non courants	53 412	57 333	2 081	379	55 493	57 712
Investissements corporels et incorporels	2 168	5 318	0	0	2 168	5 318
Passif courants et non courants	42 794	42 865	143	195	42 937	43 060

Données en k€	FRANCE		EUROPE		GRAND EXPORT		TOTAL	
	2014/2015	2013/2014	2014/2015	2013/2014	2014/2015	2013/2014	2014/2015	2013/2014
Chiffre d'affaires	46 147	45 681	14 075	12 773	10 895	11 932	71 115	70 386
Actifs	84 837	88 492	13 801	12 712	3 697	3 221	102 335	104 425
Investissements corporels et incorporels	1 921	5 137	140	166	107	15	2 168	5 318



9. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

9.1. Produits des activités ordinaires

9.1.1. Répartition du chiffre d'affaires France et Export

	31 août 2015		31 août 2014		Variation (%)
	Montant	% du CA	Montant	% du CA	
Chiffre d'affaires France	46 147	65 %	45 681	65 %	0,7
Chiffre d'affaires Export	24 968	35 %	24 705	35 %	1,6
Total France et Export	71 115		70 386		1,0

9.1.2. Autres produits de l'activité

Données en k€	31 août 2015	31 août 2014
Autres produits d'exploitation ⁽¹⁾	563	373
Divers ⁽²⁾	403	272
Autres produits de l'activité	967	646

⁽¹⁾ dont Crédit d'impôt recherche pour 384 k€ au titre de l'exercice contre 254 k€ au titre de l'exercice précédent.

⁽²⁾ dont remboursement d'assurance suite sinistre sur DP78 pour 221 k€ intervenu sur l'exercice 2015.

9.2. Charges du personnel

9.2.1. Composition des charges du personnel

Données en k€	31 août 2015	31 août 2014
Salaires et traitements	8 778	8 073
Charges sociales ⁽²⁾	3 752	3 540
Participation des salariés et intéressement	356	506
Total charges de personnel	12 886	12 120

⁽²⁾ L'impact du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi est une réduction de charges sociales de <274 k€> sur l'exercice par rapport à <246 k€> au titre de l'exercice précédent.

9.2.2. Effectif de clôture par catégorie de personnel

	31 août 2015	31 août 2014
Cadres	86	85
Non cadres	176	170
Total effectif salarié	262	255
Personnel mis à disposition de l'entreprise	9	7
Total effectif	271	262

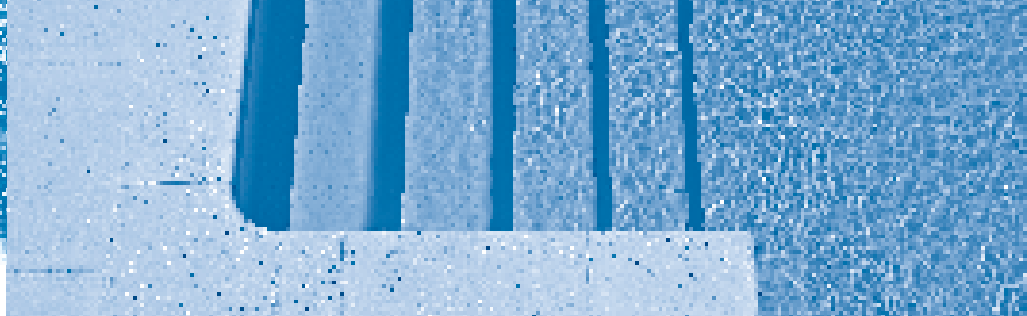
9.2.3. Rémunération des organes de directions

Les sommes, allouées aux membres des organes d'administrations et de directions, se sont élevées à 330 k€ bruts en 2014-2015 et à 247 k€ bruts en 2013-2014. Aucun crédit n'a été consenti aux membres des organes d'administrations et de directions. Il n'existe pas d'engagement en matière de pension et d'indemnité pour les dirigeants.

9.3. Charges externes

Données en k€	31/08/2015		31/08/2014		Variation	
	Montant	% du CA	Montant	% du CA	Montant	%
Sous-traitance	61	0,1 %	1	0,0 %	60	N/A
Frais de publicité	3 535	5,0 %	3 071	4,4 %	464	15,1 %
Locations	1 741	2,5 %	1 461	2,1 %	280	19,2 %
Dépenses d'entretien	844	1,2 %	757	1,1 %	87	11,5 %
Assurances ⁽¹⁾	1 042	1,5 %	680	1,0 %	362	53,2 %
Personnel extérieur	489	0,7 %	365	0,5 %	124	34,0 %
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 349	3,3 %	2 485	3,5 %	- 136	- 5,5 %
Transport	4 068	5,7 %	3 539	5,0 %	529	14,9 %
Déplacements et missions	1 033	1,5 %	858	1,2 %	175	20,4 %
Poste et communications	236	0,3 %	221	0,3 %	15	6,8 %
Services bancaires	123	0,2 %	114	0,2 %	9	7,9 %
Etudes et recherches	335	0,5 %	531	0,8 %	- 196	- 36,9 %
Autres charges externes	627	0,9 %	694	1,0 %	- 67	- 9,7 %
Total charges externes	16 483	23,2 %	14 778	21,0 %	1 705	12,0 %

⁽¹⁾ dont versement contrat IFC pour 498 k€



9.4. Dotations nettes aux amortissements et provisions pour dépréciations

	31/08/15	31/08/14
Dotations nettes aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	5 459	5 200
Dotations aux amortissements sur immo. corporelles et incorporelles en locations financières	674	676
Dotations aux amortissements et perte de valeur	6 133	5 876
Dotations aux dépréciations sur actifs circulants hors stocks	59	93
Reprises de dépréciations sur actifs circulants hors stocks	- 29	- 12
Dotations aux provisions pour risques et charges	16	88
Reprises de provisions pour risques et charges ⁽¹⁾	- 472	0
Autres Dotations aux provisions et dépréciations nettes des reprises	0	0
Dotations aux provisions et perte de valeur hors stocks	- 426	168

⁽¹⁾ Principalement reprise de provision IFC suite souscription d'un contrat de couverture des coûts de départs en retraite, auprès d'un assureur.

9.5. Reprise sur provision stock

Données en k€	31/08/15	31/08/14
Reprise sur provision stock	0	3
Total	0	3

9.6. Autres charges et produits

9.6.1. Autres produits et charges d'exploitation

Données en k€	31/08/15	31/08/14
Résultat de cessions d'actifs	17	- 40
Autres charges et produits opérationnels nets	121	- 272
Total	138	- 312

9.6.2. Autres charges opérationnelles

Données en k€	31/08/15	31/08/14
Résultat de cessions d'actifs non récurrents	0	0
Autres charges non récurrentes	0	- 4
Total	0	- 4

9.7. Coût de l'endettement financier net

Données en k€	31/08/15	31/08/14
Charges d'intérêts sur opérations de financement	- 621	- 737
Charges financières de locations financières	- 16	- 64
Coût de l'endettement financier brut	- 636	- 802
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie	202	355
Total du coût de l'endettement financier net	- 434	- 447

9.8. Autres produits et charges financiers

Données en k€	31/08/15	31/08/14
Gain de change	190	14
Perte de change	- 141	- 19
Instruments financiers à la juste valeur	11	19
Divers	30	0
Autres produits et charges financiers	90	14

9.9. Activité cédée

- Cession du fonds de commerce de la société DP 24 en février 2015.
- La société DPC a mis son fonds en location gérance à compter du 1^{er} février 2015.



10. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

10.1. Intégration fiscale

Le groupe d'intégration fiscale est constitué des sociétés suivantes :

Piscines Desjoyaux SA	Mère
Forez Piscines SAS	Fille
DIF SARL	Fille
Desjoyaux Piscines 78 SARL	Fille
Desjoyaux Piscines 95 SARL	Fille
Desjoyaux Piscines St-Etienne SARL	Fille
Desjoyaux Piscines Nantes SARL	Fille
Desjoyaux Piscines France SARL	Fille
Desjoyaux Piscines Caen SARL	Fille
Desjoyaux Piscines 59 SARL	Fille
Desjoyaux Piscines 31 SARL	Fille
Desjoyaux Piscines 24 SARL	Fille
Desjoyaux Pools International SARL	Fille
Desjoyaux Piscines 73 EURL	Fille
Desjoyaux Piscines 60 SARL	Fille
Desjoyaux Piscines 27 SARL	Fille
Desjoyaux Piscines 2B SARL	Fille

Les économies d'impôts sont constatées directement dans la filiale qui fait bénéficier au Groupe de son déficit fiscal. L'application du régime d'intégration fiscale a permis au groupe de réaliser une économie d'impôts sur les sociétés de 390 k€ au titre de l'exercice clos au 31 août 2015.

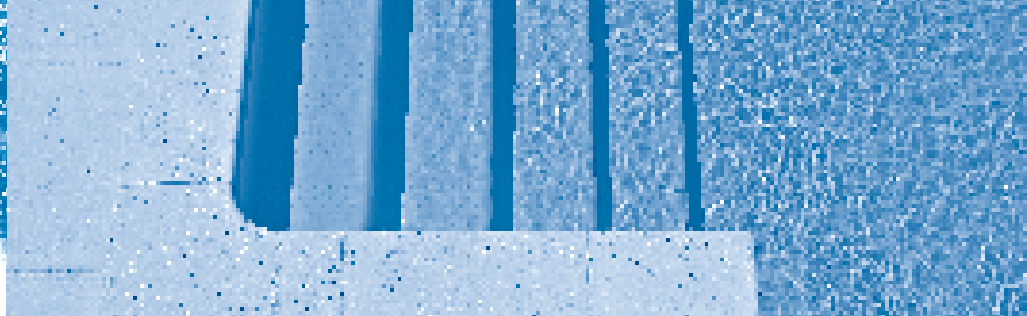
10.2. Analyse de la charge d'impôt

Données en k€	31/08/2015	31/08/2014
Impôts courants ⁽¹⁾	- 1 127	- 1 602
Impôts différés	- 377	- 116
Total impôts sur le résultat	- 1 505	- 1 718

⁽¹⁾ dont 137 k€ de contribution additionnelle 3 % sur dividendes pour les deux exercices

10.3. Impôts différés

En k€	31/08/2015	31/08/2014
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS, NETS AU 01/09/N-1	3 871	3 753
Constatés en capitaux propres	- 40	
Constatés en résultat (+ si charges, - si produit)	377	116
Autres	0	2
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS, NETS AU 31/08/N	4 208	3 871
dont : Impôts différés passifs	4 315	3 991
dont : Impôts différés actifs	107	120
En k€	31/08/2015	31/08/2014
Fiscalité sur différences temporaires	123	139
Profits sur stocks	256	234
Provisions pour indemnité de départ à la retraite	38	198
Actif d'impôts liés aux déficits reportables	0	45
Amortissement fonds de commerce	63	49
Frais d'établissement	12	0
Instruments financiers à la juste valeur	74	39
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS	566	704
Compensation avec ID passifs	- 459	- 584
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS NETS	107	120
Provisions réglementées	2 338	2 298
Dépréciations intra-Groupe	1 064	953
Locations financières	1 245	1 194
Imposition différée sur juste valeur sur immobilisations	125	128
Autres	3	1
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS	4 775	4 574
Compensation avec ID actifs	- 459	- 584
IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS, NETS	4 315	3 990



10.4. Analyse de l'écart entre le taux légal en France et le taux effectif d'impôt du compte de résultat consolidé

	2014/2015	2013/2014
Résultat avant impôt	4 161	5 225
Charge d'impôt théorique	1 433	1 799
Crédit d'impôt recherche	- 132	- 87
Crédit d'impôt Apprentissage		
CICE	- 94	- 85
Crédit Impôt mécénat	- 25	- 21
Déficit non activé sur filiale	299	152
Utilisation bénéfice non activé		
Impôt différé		
Effet des différences des taux	- 82	- 57
Ecritures non fiscalisées	48	31
Effet des différences permanentes	- 47	- 47
Abandon sur l'exercice de déficits activés à l'ouverture	52	
Imputation déficits antérieurs	- 82	- 1 09
Autres sur contribution dividendes	138	138
Autres	- 3	4
Charge d'impôt réelle	1 505	1 718
Taux d'impôt théorique	34,43 %	34,43 %
Taux d'impôt réel	36,16 %	32,88 %

11. RÉSULTAT PAR ACTION

Données €	31/08/2015	31/08/2014	31/08/2013	31/08/2012
Résultat net, part du groupe	2 644 134	3 490 343	1 958 288	3 036 398
Nombre d'actions à la fin de la période	8 984 492	8 984 492	8 984 492	8 984 492
Par action (en €)	0,29	0,39	0,22	0,34
Résultat dilué par action	0,29	0,39	0,22	0,34

12. ÉCARTS D'ACQUISITION

12.1. Liste des écarts d'acquisition

EN k€	31/08/2015			31/08/2014		
	Valeur Brute	Variations et dépréciations	Valeur Nette	Valeur Brute	Variations et dépréciations	Valeur Nette
France						
DP St-Etienne	56		56	56		56
DP 78	122		122	122		122
DP 95	100		100	100		100
Piscines et Spas du Médoc	23		23	23		23
Total France	301		301	301		301
International						
DISA	830		830	830		830
Total International	830		830	830		830
Total Général	1 132		1 132	1 132		1 132



12.2. Evaluation des écarts d'acquisitions

Des tests de pertes de valeur des UGT (telles que définies dans la note 6.9) ont été réalisés à chaque clôture suivant les principes définis dans la note 6.6. Aucune dépréciation n'a été mise en évidence à la clôture de l'exercice.

Concernant DISA, les principales hypothèses retenues pour le calcul du test de dépréciation validant la valeur d'utilité des actifs économiques de la filiale sont les suivantes :

- Taux d'actualisation: CMPC: 4,59 %;
- Taux de croissance à l'infini: TCI: 1 %
- Le test de dépréciation a été construit avec un prévisionnel approuvé par la direction, réalisé sur trois années. Un taux d'EBITDA de 4 % a été projeté.

- Effet de sensibilité du test de dépréciation en fonction du taux d'actualisation (CMPC) et du taux de croissance à l'infini (TCI):

Taux de croissance à l'infini (TCI)	CMPC				
	5,6 %	5,1 %	4,6 %	4,1 %	3,6 %
0,0 %	- 1 195	- 805	- 329	264	1 022
0,5 %	- 843	- 372	215	966	1 961
1,0 %	- 414	167	911	1 896	3 262
1,5 %	120	857	1 832	3 185	5 186
2,0 %	803	1 769	3 109	5 090	8 320

(Si le TCI était ramené à 0,5 % et le CMPC à 5,1 %, la dépréciation du GW serait de 372 k€)

(Si le TCI était ramené à 0 % et le CMPC à 3,6 %, le GW s'apprécierait de 1 022 k€)

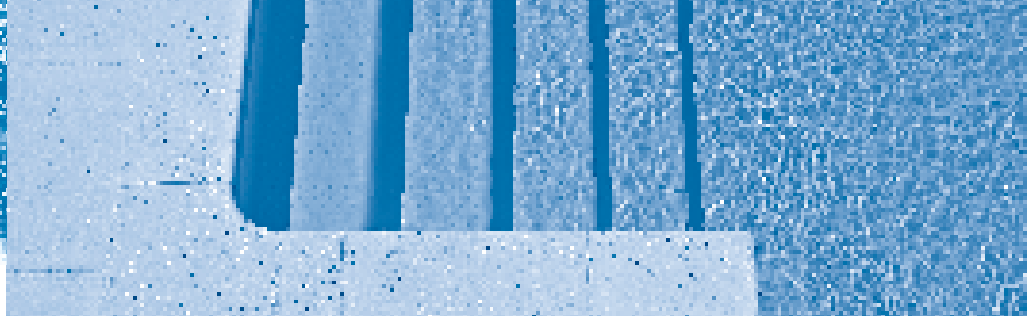
- Effet de sensibilité du test de dépréciation en fonction du taux d'actualisation (CMPC) et du taux d'EBITDA sur CA :

EBITDA en % du CA	CMPC				
	5,6 %	5,1 %	4,6 %	4,1 %	3,6 %
2,0 %	- 2 199	- 1 865	- 1 437	- 872	- 88
3,0 %	- 1 306	- 849	- 263	512	1 587
4,0 %	- 414	167	911	1 896	3 262
5,0 %	479	1 184	2 085	3 280	4 938
6,0 %	1 372	2 200	3 260	4 664	6 613

13. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

13.1. Variations des immobilisations incorporelles

	31/08/2014			31/08/2015		
	Brut	Amort. et perte de valeur	Net	Brut	Amort. et perte de valeur	Net
Frais de recherche et développement	442	285	157	469	331	138
Concessions Brevets, Licences	6 437	5 684	753	6 439	5 841	598
Fonds de commerce	856	169	687	860	218	642
Autres immobilisations incorporelles	2 247	1 821	426	2 368	1 979	389
Total	9 982	7 959	2 023	10 136	8 369	1 767



Variations

	Frais de R&D	Concessions Brevets-Licences	Fonds de commerce	Autres	Total
Au 1 ^{er} sept. 2013, valeur nette cumulée	81	900	647	598	2 224
Acquisitions	24	16	53	99	192
Sorties de l'exercice	0	0	0	0	0
Transfert poste à poste	84	0	0	- 9	75
Correction d'erreur					
Ecart de conversion	0	0	0	0	0
Dotations nettes aux amortis. de l'exercice	- 31	- 166	- 14	- 257	- 468
Au 31 août 2014 valeur nette cumulée	158	750	686	431	2 023
Au 1 ^{er} sept. 2014 valeur nette cumulée	158	750	686	431	2 023
Acquisitions	0	11	4	124	139
Sorties de l'exercice	0	0	0	0	0
Transfert poste à poste	27	4	0	- 3	28
Correction d'erreur					0
Ecart de conversion					0
Dotations nettes aux amortis. de l'exercice	- 46	- 170	- 49	- 158	- 423
Au 31 août 2015 valeur nette cumulée	139	595	641	394	1 767

Dont locations financements

En k€	31/08/2014			31/08/2015		
	Brut	Amortissement	Net	Brut	Amortissement	Net
Logiciels	1 690	1 036	654	1 690	1 200	490
Total	1 690	1 036	654	1 690	1 200	490

13.2. Dépréciation d'actifs

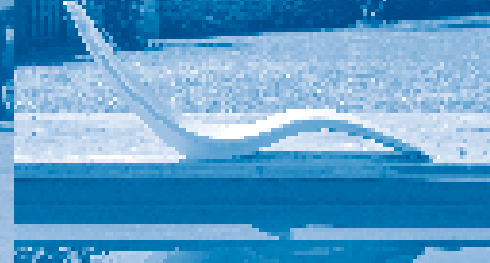
Des tests de perte de valeur des actifs immobilisés ont été réalisés à la clôture, suivant les principes définis dans les notes 6.7.2 et 6.9.

- La valeur retenue, concernant les valorisations des fonds de commerce, est la valeur vénale. Cette dernière est déterminée d'après un panel de transactions récentes (ventes de fonds de commerce de concessionnaires Desjoyaux, réalisées dans le groupe et hors du groupe).
- Ceci conduit le groupe Desjoyaux à comptabiliser une dépréciation complémentaire de <42 k€>, sur l'exercice, concernant ces actifs.

14. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

En k€	31/08/2014			31/08/2015		
	Brut	Amort. et perte de valeur	Net	Brut	Amort. et perte de valeur	Net
Terrains et agencements	4 908	38	4 870	4 950	95	4 854
Constructions et agencements	26 620	9 642	16 978	26 748	10 567	16 181
Instal. Matériels et outillages industriels	61 534	40 235	21 299	66 432	43 893	22 539
Autres immobilisations corporelles	17 404	7 017	10 387	13 928	7 518	6 410
Total	110 466	56 932	53 534	112 058	62 073	49 985



Variations

En k€	Terrains et agencements	Constructions et agencements	Instal. Matériels Outillages Industriels	Autres	Immo. en cours	Total
Au 1 ^{er} sept. 2013 valeur nette cumulée	6 269	17 507	21 245	3 679	6 843	55 545
Acquisitions	109	236	1 698	578	2 503	5 124
Sorties de l'exercice	0	0	0	- 39	0	- 39
Dotations aux amortissements de l'exercice	- 38	- 981	- 3 649	- 699	0	- 5 367
Transfert de poste à poste	200	215	2 002	547	- 3 035	- 75
Reclassement éléments d'actifs détenus en vue d'être cédés	- 1 671	0		0		- 1 671
Ecart de conversion	0	2	0	2	12	16
Au 31 août 2014 valeur nette cumulée	4 869	16 979	21 296	4 068	6 323	53 537
Au 1 ^{er} sept. 2014 valeur nette cumulée	4 869	16 979	21 296	4 068	6 323	53 537
Acquisitions	2	132	283	599	1 012	2 028
Sorties de l'exercice	0	0	- 15	- 18		- 33
Dotations aux amortissements de l'exercice	- 57	- 1 106	- 3 689	- 817	0	- 5 669
Transfert de poste à poste	0	0	4 661	3	- 4 695	- 31
Ecart de conversion	40	176	0	6	- 68	154
Au 31 août 2015 valeur nette cumulée	4 854	16 181	22 536	3 841	2 572	49 984

Dont locations financements

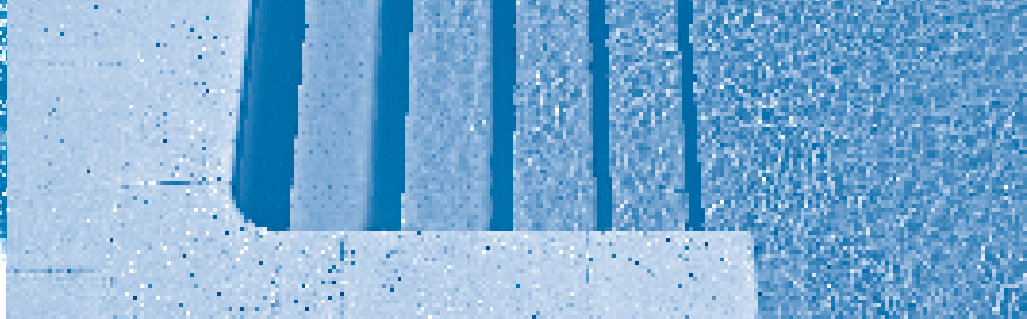
En k€	31/08/2014			31/08/2015		
	Brut	Amort.	Net	Brut	Amort.	Net
Terrains						
Constructions	729	517	212	729	548	181
Matériels et autres immobilisations	9 556	6 029	3 527	9 556	6 510	3 046
Total	10 285	6 546	3 739	10 285	7 058	3 227

15. IMMEUBLE DE PLACEMENT

- A) Il s'agit de l'immeuble situé à Nevers et donné à bail à un tiers extérieur au Groupe. Le montant des loyers retirés au titre de cette location s'élève à 16 k€ pour l'exercice clos au 31 août 2015. (location pour 8 mois)
- Cet immeuble fait l'objet d'un bail avec option d'achat au plus tard le 12 novembre 2016 pour un montant de 322 k€. A cette date, la valeur nette comptable de l'immeuble sera de 291 k€.
- B) Il s'agit également d'un terrain situé en Espagne à St-Gugat pour 1 671 k€ destiné à être exploité sous forme de bail à construction avec un loyer annuel de 108 k€. La valeur d'utilité du terrain est estimée à 2 000 k€ et est la résultante de l'actualisation des loyers au taux de 4,59 % net d'impôt majorée de la valeur terminale du terrain et des constructions à l'issue du bail.

16. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

En k€	31/08/2015	31/08/2014
Titres de sociétés non consolidées	8	8
Dépôts et cautionnements	370	339
Divers	52	114
Actifs financiers non courants	430	460



17. STOCKS ET ENCOURS

En k€	31/08/2014	Augmentations diminutions	31/08/2015
Matières premières	2 660	- 636	2 024
Travaux en cours	0	0	0
Produits finis ou semi-finis	4 938	- 412	4 526
Marchandises	5 469	204	5 673
Stocks bruts	13 067	- 844	12 223
Dépréciations	0		0
Stocks nets	13 067	- 844	12 223

18. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

En k€	31/08/2015	31/08/2014
Clients et comptes rattachés bruts	11 035	9 551
Dépréciation créances douteuses	- 384	- 338
Clients et comptes rattachés nets	10 651	9 214
Créances fiscales et sociales	1 590	1 479
Charges constatées d'avance	730	463
Débiteurs Divers	433	151
Fournisseurs avance sur commande	152	270
Autres créances	2 905	2 363
Total créances clients et autres créances nettes	13 557	11 577

19. ACTIFS FINANCIERS DE TRANSACTION ET RISQUE DE MARCHÉ

19.1. Actifs financiers de transactions

La société ne détient pas d'actifs financiers de transactions.

19.2. Risque de marché

La société ne détient pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

19.3. Effet juste valeur

La société ne dispose plus d'actifs financiers de transaction évalués à la juste valeur au 31 août 2015.

20. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE

20.1. Trésorerie nette

En k€	31/08/2015	31/08/2014
Disponibilités des équivalents ⁽¹⁾	20 097	20 278
• dont disponibilités	11 097	9 277
• dont placements à court terme	9 000	11 001
Solde créditeurs de banque	- 764	- 336
Trésorerie nette	19 332	19 941

⁽¹⁾ Conforme à IAS 7

20.2. Effet juste valeur

L'évaluation à la juste valeur des équivalents de trésorerie n'a pas eu d'impact sur l'exercice clos au 31 août 2015.



21. ACTIFS DÉTENUS EN VUE D'ÊTRE CÉDÉS

Au titre de l'exercice précédent, le montant de 1 670 k€ correspondait à un terrain hors exploitation de notre filiale en Espagne. Le groupe a finalement décidé de conserver cet actif. Cet actif a ainsi été reclassé en poste d'immeuble de placement.

22. CAPITAUX PROPRES

22.1. Variation des capitaux propres consolidés

Données en k€	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Au 1 ^{er} septembre 2013	6 941	1 181	52 293	1 967	62 274	102	62 378
Dividendes versés			- 2 627	- 1 967	- 4 582	- 12	- 4 594
Résultat de l'exercice				3 501	3 490	11	3 501
Opérations sur titres d'auto contrôle			71		71		71
Résultats enregistrés directement dans les capitaux propres							
Ecart de conversion			12		12		12
Autres variations			- 1		- 1	0	- 1
Au 31 août 2014	6 941	1 181	49 742	3 501	61 262	101	61 365
Au 1 ^{er} septembre 2014	6 941	1 181	49 742	3 501	61 262	101	61 365
Dividendes versés			- 1 098	- 3 501	- 4 582	- 17	- 4 599
Résultat de l'exercice				2 660	2 649	11	2 660
Opérations sur titres d'auto-contrôle			- 65		- 65		- 65
Résultats enregistrés directement dans les capitaux propres							
Ecart de conversion			112		112	0	112
Autres variations			- 74		- 74	0	- 74
Au 31 août 2015	6 941	1 181	48 617	2 660	59 302	95	59 399

22.2. Capital social

Le capital social est composé, à l'ouverture comme à la clôture de l'exercice, de 8 984 492 actions totalement libérées. Le principal actionnaire de la Société est la société DEFI (famille Desjoyaux) qui détient 66,69 % du capital social.

22.3. Dividende versé

Le tableau suivant présente le montant du dividende par action, payé par le Groupe, au titre des quatre derniers exercices clos :

En €	31/08/2014	31/08/2013	31/08/2012	31/08/2011
Dividende total payé	4 582 091	4 582 091	4 582 091	4 582 091
Dividende par action	0,51	0,51	0,51	0,51
Nombre d'actions	8 984 492	8 984 492	8 984 492	8 984 492

L'Assemblée Générale, en date du 29 janvier 2016, proposera le versement d'un dividende de 0,51 € par action.

22.4. Titres d'auto-contrôle

Nombre de titres d'auto-contrôle détenus	31/08/2015	31/08/2014
Nombre de titres à l'ouverture	12 866	28 260
Nombre de titres à la clôture	20 600	12 866
Valeur de titres d'auto-contrôle détenus en milliers d'euros	31/08/2015	31/08/2014
Solde à l'ouverture valeur nette comptable	74	124
Solde à la clôture valeur nette comptable	141	74

Les actions propres détenues par le Groupe sont utilisées dans le cadre d'un contrat de liquidité.

23. RÉGIME DE RETRAITE ET INDEMNITÉS DE CESSATIONS DE SERVICE/AVANTAGE AU PERSONNEL

En ce qui concerne les régimes de retraite, il s'agit uniquement de régime à cotisations définies. Les cotisations du Groupe se limitent au paiement des cotisations à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière.

Le seul avantage, postérieur à l'emploi, dont bénéficient les salariés du Groupe correspond au versement d'une indemnité de fin de carrière. Cette indemnité fait l'objet d'une provision dans les comptes à hauteur de la partie non couverte par un contrat d'assurance. L'engagement retraite du groupe est calculée, conformément à la norme IAS 19, en utilisant la méthode des unités de crédit projetées en prenant en considération les hypothèses suivantes :

- Un turn-over déterminé sur la base des données historiques dont dispose le Groupe ;
- Table de mortalité: les tables retenues, sont pour les hommes la table Insee 2003-2005 sexe masculin, pour les femmes la table Insee 2003-2005 sexe féminin
- Un taux de revalorisation des salaires s'établit à 1,5 % ;
- Un taux d'actualisation retenu s'élève à 2,03 % pour la clôture au 31 août 2015 ;
- Un départ à la retraite à l'initiative des salariés à 65 ans.
- Le détail de la provision est donc le suivant :

Taux d'actualisation	Montant de l'engagement retraite du groupe	Montant de l'engagement couvert par un contrat d'assurance	Montant de la provision dans les comptes
2,03 %	627 k€	512 k€	115 k€

24. DÉTAIL DES PROVISIONS NON COURANTES

En k€	Au 31/08/14	Dotations de l'exercice	Reprise non utilisée	Reprise utilisée	Variation de périmètre et transfert	Variation de change	Au 31/08/15
Pour retraite	582	31	498 ⁽¹⁾				115
Pour litige et contentieux	38	15		4			48
Total	620	46	498	4	0	0	163

⁽¹⁾ Versement auprès d'un assureur pour contrat IFC

25. DETTES FINANCIÈRES À LONG MOYEN ET COURT TERME

25.1. Etats des dettes financières à long, moyen et court terme

Emprunts bancaires en k€	à - 1 an	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans	Total
DISA	188	-	-	188
DIF SARL	395	433	216	1 045
Piscines Desjoyaux SA	-	1 600	400	2 000
Forez Piscines	5 783	13 276	294	19 353
DPS SARL	27	-	-	27
DPI SARL	446	1 834	813	3 093
DPF SARL	31	15	-	46
Partie à CT des emprunt portant intérêt	25			25
Total emprunts bancaires	6 895	17 159	1 722	25 777
Location financement en k€	à - 1 an	de 1 à 5 ans	à + de 5 ans	Total
Piscines Desjoyaux SA	-	-	-	-
Forez Piscines SAS	-	-	-	-
Total contrat de location financement	0	0	0	0
Total endettement Groupe	6 895	17 159	1 722	25 777

La part des dettes financières à court terme est représentée par la part à moins d'un an, soit 6 895 k€.

La part des dettes financières à long et moyen terme (non courant) est représentée par la part à plus d'un an, soit 18 881 k€.



25.2. Détail des dettes financières à long et moyen terme

En k€	31/08/2014	31/08/2015
Emprunts bancaires	19 951	18 846
Emprunts liés au location financement	0	0
Avances conditionnées	70	35
Total long terme	20 021	18 881

25.3 - Risques liés aux instruments financiers

25.3.1 Risque de liquidité

Au 31 août 2015, le Groupe dispose d'une trésorerie nette en juste valeur de 19 332 k€ (absence d'actifs financiers de placement). La société ne détient pas d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

25.3.2 Risque de taux

Le Groupe est peu exposé aux problématiques de taux variables. En effet, ce dernier a contracté huit emprunts à taux variable :

- par l'intermédiaire de la société DISA, il a souscrit un emprunt, remboursable sur 120 mois à l'origine, à taux variable (Euribor 12 mois + 0,60 point). Au 31 août 2015, le montant restant dû en capital, au titre de cet emprunt, s'élève à 188 k€;
- par l'intermédiaire de la société Desjoyaux Immobilier France, il a souscrit un emprunt à taux variable (Euribor 3 mois + 0,35 point). Au 31 août 2015, le montant restant dû en capital, au titre de cet emprunt, s'élève à 218 k€.
- par l'intermédiaire de la société Desjoyaux Pools International (DPI), il a souscrit deux emprunts avec des contrats de couverture de swaps de taux : Les conditions des contrats de swaps de taux sont les suivantes : taux variables reçus des établissements financiers (Euribor 1 mois) contre un taux fixe réciproquement de 2,77 % et 2,27 % payés aux établissements de crédit. L'ensemble des deux prêts ci-dessous sont intégralement couverts. La durée des contrats de swaps correspond à la durée des emprunts.
 - l'un remboursable sur 144 mois, à taux variable Euribor 1 mois + 0,85 point l'an. Au 31 août 2015, le montant restant dû en capital au titre de cet emprunt s'élève à 880 k€.
 - l'autre remboursable sur 120 mois, à taux variable Euribor 1 mois + 0,80 point l'an. Au 31 août 2015, le montant restant dû en capital au titre de cet emprunt s'élève à 903 k€.
- par l'intermédiaire de Forez Piscines, qui a souscrit quatre emprunts à taux variable :
 - Emprunt remboursable sur 120 mois, Euribor 1 mois + 0,75 point avec un contrat de couverture de swap de taux aux conditions suivantes : Euribor 1 mois contre un taux fixe de 2,12 %. Le capital restant dû au 31 août 2015 s'élève à 1 095 k€;
 - Emprunt remboursable sur 60 mois, Euribor 3 mois + 0,5 point. Le capital restant dû au 31 août 2015 s'élève à 450 k€;
 - Emprunt remboursable sur 84 mois, Euribor 1 mois + 1 point avec un contrat de couverture de swap de taux aux conditions suivantes : Euribor 1 mois contre un taux fixe de 1,75 %. Le capital restant dû au 31 août 2015 s'élève à 732 k€;
 - Emprunt remboursable sur 84 mois, 0,87 % jusqu'au 15 juillet 2012 puis 0,87 % majoré ou minoré du TMP. Le capital restant dû au 31 août 2015 s'élève à 1 904 k€.

Les autres emprunts mis en place par le Groupe sont à taux fixe.

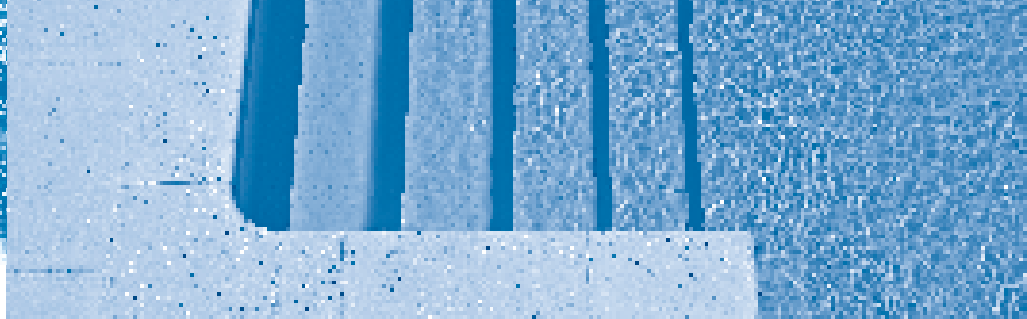
Par ailleurs, en application de l'IAS 39, les couvertures de swaps de taux du groupe sont évaluées à la juste valeur à la clôture. L'impact sur le résultat consolidé au 31 août 2015 est un produit net d'imposition différée de + 8 k€. La position au passif de l'évaluation à la juste valeur de ces quatre contrats de swaps de taux s'élève à la clôture à 216 k€.

25.3.3 Risque de change

Les facturations et les achats sont principalement effectués en euros. Le risque de change est donc peu significatif. Le Groupe n'utilise pas d'instruments financiers de couverture concernant les couvertures de taux de change.

26. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES COURANTES

En k€	31/08/2015	31/08/2014
Fournisseurs	6 149	5 716
Dettes sociales	2 294	2 285
Dettes fiscales	2 025	1 701
Clients avances sur commande	1 082	1 242
Divers	- 39	- 11
Produits constatés d'avance	184	100
Total	11 696	11 033



27. ENGAGEMENTS HORS BILAN

27.1. Cautions données

En k€	31/08/2014		31/08/2015	
	Montant de la dette garantie	Valeur nette de l'immobilisation	Montant de la dette garantie	Valeur nette de l'immobilisation
Hypothèques ⁽¹⁾	216	1 671	188	1 671
Cautions et garanties				
Total	216	1 671	188	1 671

⁽¹⁾ Il s'agit d'une hypothèque donnée lors de l'achat du terrain de la filiale DISA.

27.2. Contrats de locations

27.2.1 Contrats de locations financement

Les paiements futurs en capital des contrats de locations financement, au 31 août 2015, sont les suivants :

En k€	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Matériels et outillages	65		-	65
Immobilisations incorporelles	0	-	-	0
Total	65	0	0	65

27.2.2 Contrats de locations simples

Les paiements futurs minimaux sont les suivants (ces engagements recensés concernent uniquement les locations immobilières non résiliables) :

En k€	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Locations immobilières	576	1 514	547	2 637

28. PARTIES LIÉES

Au titre de la période, il a été versé :

- un dividende de 1 690 k€ à la S.A.S. DEFI (société contrôlant Piscine Desjoyaux S.A.) mis en paiement à l'issu de l'Assemblée Générale du 6 février 2015;
 - une rémunération brute de 146 k€ pour Monsieur Jean-Louis Desjoyaux (P.D.G.);
 - une rémunération brute de 98 k€ pour Madame Catherine Jandros (D.G.D).
 - une rémunération brute de 86 k€ pour Monsieur Nicolas Desjoyaux (administrateur).
- Concernant les dirigeants, il n'existe pas d'engagement concernant des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.
- Aucun jeton de présence n'est versé aux membres du Conseil d'Administration.

Le groupe n'effectue pas de transaction et n'a pas d'engagement avec d'autres entités ou parties liées que celles incluses dans le périmètre de consolidation puisque toutes les entités liées en dehors des actionnaires sont consolidées. Il n'existe pas d'autres transactions avec d'autres parties liées au sens de l'IAS 24 que celles ici rapportées.

29. AUTRES INFORMATIONS

29.1. Passifs éventuels

À notre connaissance, il n'existe pas d'autres passifs ayant ou ayant eu, dans le passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine de la société Desjoyaux et de ses filiales.

29.2. Événements postérieurs à la clôture

Mise en location gérance de la société DP31 le 1^{er} septembre 2015

29.3. Honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat au titre de l'exercice clos le 31 août 2015

En €	Cabinet Michel Tamet et Associés				Cabinet Seca Forez				
	Montants (HT)		%		Montants (HT)		%		
	31/08/2015	31/08/2014	31/08/2015	31/08/2014	31/08/2015	31/08/2014	31/08/2015	31/08/2014	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés									
Piscines Desjoyaux SA	25 500	30 500			25 540	30 540			
Filliales intégrées globalement	25 000	30 500			25 000	29 810			
Sous total	50 500	60 500	100 %	100 %	50 540	60 350	100 %	100 %	
Autres prestations	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant
Sous total	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %
Total	50 500	60 500	100 %	100 %	50 540	60 350	100 %	100 %	



30. LISTE DES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

Nom des Sociétés	% de contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
Piscines Desjoyaux SA 42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280 42484 La Fouillouse	100 %	100 %	Société Mère
FRANCE			
Forez Piscines 42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280 42484 La Fouillouse	99,72 %	99,72 %	INTEGRATION GLOBALE
DIF 42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280 42484 La Fouillouse	99,75 %	99,75 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 78 26, Route de Mantes 78240 Chambourcy	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 95 1, Rue des Aubépines 95520 Osny	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines St-Etienne 42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280 42484 La Fouillouse	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines Nantes 4, Rue Antares 44470 Carquefou	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines France 42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280 42484 La Fouillouse	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines Caen 442, Route de Rocquancourt 14123 Ifs	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 59 382, Route de Menin 59700 Marcq-en-Barœul	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 31 16, Rue de la Bruyère 31120 Pinsaguel	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 24 Rond-Point l'Agora 24750 Boulazac	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 27 3, Place de la République 27000 Evreux	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 2B RN 193 20620 Biguglia	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 60 41, Rue Benoît Frachon 60740 Saint Maximin	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscines 73 5, Rue Pré Pagnon, ZI des Landiers 73000 Chambéry	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Piscines et Spa du Médoc 317 bis, Avenue du Medoc 33320 Eysines	46,93 %	46,93 %	MISE EN EQUIVALENCE
Desjoyaux Pools International 42, Av. Benoît Fourneyron CS 50280 42484 La Fouillouse	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
INTERNATIONAL			
DISA Carrer UNICEF n° 8-9 17190 Salt Girona	100 %	99,72 %	INTEGRATION GLOBALE
DPB c/Trepadella n°8-9 Poligono Industrial Castellbisbal Sud 08755 Castellbisbal Barcelona	100 %	99,72 %	INTEGRATION GLOBALE
DP Lisboa LDA Praceta Pedro Alvares Cabral Lote 5 - 2° Esq 2580-494 Carregado	100 %	99,72 %	INTEGRATION GLOBALE
DPG Ctra de Torrelaguna Km 3 19171 Cabanillas del Campo Guadalajara	100 %	99,72 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Italia S.R.L. Via Egeo 18 10100 Torino Italy	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Pools USA LLC Deaderick street 1100 - Nashville Tennessee 37938	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Deutschland GMBH Beethoven Strasse 8-10 60325 Frankfurt an main	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Pools Atlanta LLC 11007 Alpharetta Highway Roswell, Ga. 3076	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Pools Freising GMBH Erdinger Strasse 2 85375 Neufahrn	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Pools Realty LLC 11007 Alpharetta Highway Roswell, Ga. 3076	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Do Brasil Av. Maréchal Humberto d'Alencar Castelo Branco NR 986 Sala 102 Cidade de Curitiba	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Piscinas Desjoyaux Industria e Comercio de piscinas Rua Maria Clara 286 Cidade de Curitiba estado de parana	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscine Collegno Via Torino Pianezza 148 10093 Collegno (TO)	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE
Desjoyaux Piscinas Madrid	100 %	99,72 %	INTEGRATION GLOBALE
Shenzen Desjoyaux SP Equipements Shenzen, Guangdong Province - China 518053	100 %	100 %	INTEGRATION GLOBALE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2015

Aux membres de l'Assemblée Générale,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 août 2015, sur:

- le contrôle des comptes annuels de la société PISCINES DESJOYAUX S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1- Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2- Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L 823-9 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants:

RÈGLES ET PRINCIPES COMPTABLES

Nous avons examiné les règles et principes comptables auxquels votre société fait référence; nous estimons que l'annexe donne une information appropriée à cet égard ainsi que sur la situation actuelle de la société.

ESTIMATIONS COMPTABLES

Comme indiqué dans la note de l'annexe relative aux titres immobilisés, votre société procède à des estimations portant sur la valorisation des titres de participation. Nous avons revu les hypothèses retenues, la cohérence des méthodes et les évaluations qui justifient les estimations comptables retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

3- Vérification et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Villars et Saint-Etienne, le 21 décembre 2015

Les Commissaires aux Comptes

SECA FOREZ
Pierre Gerard



MICHEL TAMET & ASSOCIÉS
Michel Tamet





PISCINES DESJOYAUX SA COMPTES ANNUELS
Au 31 août 2015



BILAN PISCINES DESJOYAUX SA (en K€)

ACTIF	Montant au 31/08/15			Exercice 31/08/14
	Brut	Amort. et Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	6 155	5 869	286	336
Immobilisations corporelles	1 198	1 001	197	238
Immobilisations financières	46 158	9 832	36 326	36 056
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	53 511	16 702	36 809	36 630
ACTIF CIRCULANT				
Stocks en cours				
Avances et acomptes sur commandes				
Clients et comptes rattachés	2 448		2 448	1 815
Autres créances	4 162		4 162	3 198
Trésorerie	10 032		10 032	12 411
Charges constatées d'avance	308		308	211
TOTAL ACTIF CIRCULANT	16 951		16 951	17 635
Comptes de régularisation	0	0	0	0
TOTAL ACTIF	70 461	16 702	53 759	54 265

PASSIF	Exercice 31/08/15	Exercice 31/08/14
CAPITAUX PROPRES		
Capital social	6 941	6 941
Primes d'émission	1 181	1 181
Réserve légale	694	694
Autres réserves	36 209	36 271
Report à nouveau	10	29
Résultat de l'exercice	4 868	4 492
Provisions réglementées	190	173
TOTAL CAPITAUX PROPRES	50 091	49 780
DETTES		
Dettes financières	2 684	2 548
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	383	252
Dettes fiscales et sociales	601	1 086
Autres dettes		599
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL DES DETTES	3 668	4 485
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF	53 759	54 265

COMPTE DE RÉSULTAT PISCINES DESJOYAUX SA (en K€)

	Exercice 31/08/15	Exercice 31/ 08/14
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	4 095	3 429
Production immobilisée		
Reprises sur amort/dépréciations, transferts		2
Autres produits	518	518
Total produits d'exploitation	4 613	3 949
Coût d'achats des marchandises		
Consommation de mat premières		
Achats externes	2 809	2 385
Impôts et taxes	54	74
Charges de personnel	1 024	871
Dotations aux amort/dépréciations	187	253
Autres charges	197	175
Total charges d'exploitation	4 273	3 758
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	341	192
Produits financiers et participations	6 460	4 798
Autres intérêts et produits assimilés	229	344
Reprises dépréciations et transferts de charges	26	8
Différences positives de change		
Total des produits financiers	6 715	5 150
Charges financières	26	5
Différence négative de change		
Dotations aux amort/dépréciations	1 787	542
Total des charges financières	1 812	547
RÉSULTAT FINANCIER	4 903	4 604
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	5 244	4 795
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	4	3
Sur opérations en capital	25	14
Reprises sur dépréciations et transferts	75	153
Total des produits exceptionnels	104	170
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	1	
Dotations aux amort/dépréciations	92	39
Total des charges exceptionnelles	93	39
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	11	131
Participations des salariés	25	36
Impôts sur les bénéfices	361	399
BÉNÉFICE	4 868	4 492



PISCINES DESJOYAUX SA ANNEXE

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

À la date d'établissement des comptes, il n'existe pas de faits caractéristiques postérieurs à la clôture.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Les éléments corporels sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, ou à leur coût de production).
- Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

POSTES	DUREE	MODE
Immobilisations incorporelles	3, 4, 5, 7 et 10 ans	Linéaire
Agencements des constructions	10 ans	Linéaire
Agencements et aménagements divers	10 ans	Linéaire
Mobilier	10 ans	Linéaire
Matériel de bureau	3 et 5 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 à 5 ans	Linéaire

Les titres de participation ainsi que les titres de placement et les autres titres immobilisés ont été évalués au prix pour lesquels ils ont été acquis, à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres cédés a été estimée selon la méthode FIFO.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition. Cette valeur d'utilité est déterminée par référence à des prix de transactions actuelles et aux perspectives de résultats futurs de ces immobilisations financières.

Les créances et les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les provisions réglementées figurant au bilan représentent la différence entre les amortissements fiscaux, calculés avec les coefficients admis, et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

La contrepartie des provisions réglementées est inscrite au compte de résultat dans les charges exceptionnelles au poste "dotations aux provisions réglementées - amortissements dérogatoires".

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion".

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité.

Les liquidités disponibles en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Le CICE calculé à la clôture de l'exercice correspond à 6 % des salaires ne dépassant pas un certain plafond (2,5 SMIC) sur la période du 01/09/14 au 31/08/15. Le CICE de l'exercice a été comptabilisé en moins des charges de personnel pour 18,7 K€. Le CICE a été affecté à la reconstitution des fonds de roulement.

Faits marquants de l'exercice :

Néant

Transactions entre parties liées :

Les transactions réalisées par la société avec des parties liées étant conclues à des conditions normales de marché et essentiellement avec des sociétés détenues en totalité ou en quasi-totalité par une société mère, aucune information n'est à relater à ce sujet.

Opérations non inscrites au bilan :

La société n'a pas relevé d'opération non inscrite au bilan qui présenterait des risques et/ou avantages significatifs pour elle et dont la présentation serait nécessaire à l'appréciation de sa situation financière.

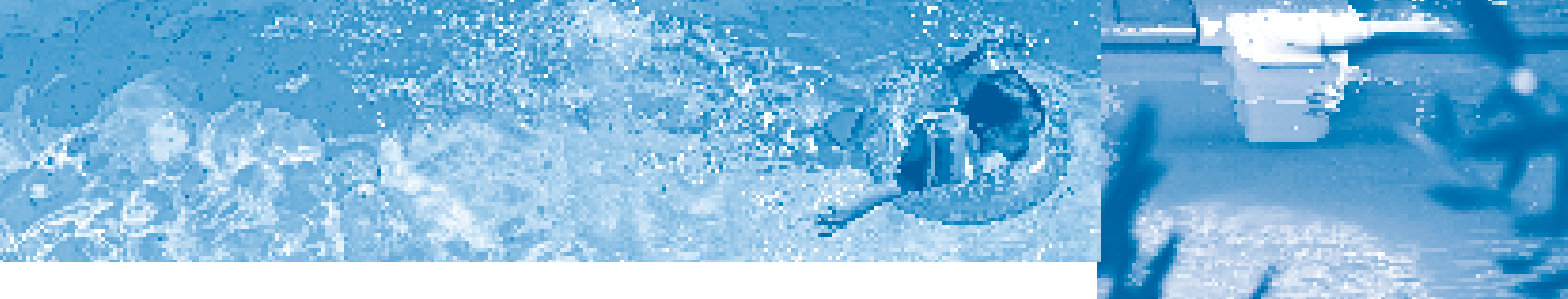


TABLEAU DES IMMOBILISATIONS (en k€)

	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions : créations, virements	Diminution : cessions ou hors service	Valeur brute des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissement et de recherche				
Autres immobilisations incorporelles	6 104	51		6 155
Autres immobilisations incorporelles en cours				
Install. agenc. des constructions	49			49
Autres (Instal. Gales Agenct Aménag.)	257			257
Matériel de transport	124		88	36
Matériel de bureau info. Mobilier	800	32	3	829
Immobilisations corporelles en cours	13	26	12	27
Total des immobilisations corporelles	1 243	58	103	1 198
Autres participations	43 951	3 088	1 127	45 912
Prêts et aut. immobilisations financières	177	70	1	246
Total des immobilisations financières	44 128	3 158	1 128	46 158
TOTAUX	51 475	3 267	1 231	53 511

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS (en k€)

	Montants des amortissements Début d'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminution : sorties actif et reprises	Montants des amortissements en fin d'exercice	
Frais d'établissement et de recherche					
Autres immobilisations incorporelles	5 768	101		5 869	
Install. agenc. des constructions	49			49	
Autres corpo.	Instal. Générales	203	21	224	
	Matériel de transport	124		88	36
	Bureau informatique Mobilier	629	65	2	692
Total des immobilisations corporelles	1 005	86	90	1 001	
TOTAUX	6 773	187	90	6 870	

TABLEAU DES DÉPRÉCIATIONS SUR IMMOBILISATIONS (en k€)

	Montant au début de l'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminution : reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice	
Dépréciations sur immobilisation	Corporelles - Incorporelles	173	92	75	190
	Titres de participation	2 614	14		2 628
	Autres immos. fin.	5 459	1 746		7 205
TOTAUX	8 246	1 852	75	10 023	



Immobilisations incorporelles (en k€)

Éléments	Origine de Propriété	Valeur Brute	Amortissements	Valeur Nette	Taux Amortissem. cumulé
Brevets	Apport	2 973	10 %	0	100
Logiciels	Acquisition	1 394	14,3 à 33,3 %	196	86
Marques	Apport	76		76	
Autres Immos incorp. en cours	Acquisition	1 711	20 à 50 %	13	99
TOTAUX		6 154		285	

Echéances des créances (en k€)

Etat des créances	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à participations	19 603	12 402	7 201
Prêts			
Autres immobilisations financières	246	143	103
Autres créances clients	2 448	2 448	
Taxe sur la valeur ajoutée et impôts	873	873	
Groupe et associés	786	786	
Débiteurs divers	2 503	2 503	
Charges constatées d'avance	308	308	
TOTAUX	26 767	19 464	7 304

Les créances rattachées sont principalement des avances en comptes courants au profit de diverses filiales rémunérées au taux d'intérêt autorisé par l'administration fiscale.

Les autres immobilisations financières comptabilisent :

- des actions propres détenues par la société pour 144 k€ dans le cadre de la mise en place d'un contrat de liquidité, comme cela est présenté dans le tableau qui suit :

	Nombre à l'ouverture	Nombre à la clôture	VNC à l'ouverture (k€)	VNC à la clôture (k€)
Actions propres	12 866	20 600	74	144

- des dépôts et cautions pour 103 k€.

Valeurs mobilières de placement (en k€)

	Montant à l'ouverture de l'exercice			Montant à la clôture de l'exercice		
	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Valeur estimative
Fractions du portefeuille évaluées						
Au cours de bourse :						
Actions propres						
SICAV / FCP (vendues)						
SICAV / FCP (non vendues à la clôture)	11 027	11 000	11 000	9 000	9 000	9 000

Une dépréciation est constituée quand les valeurs sont inférieures au coût d'acquisition.

Les charges constatées d'avance se décomposent de la façon suivante (en k€)

Nature	Montant 31/08/15	Montant 31/08/14
Charges d'exploitation	308	211
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
TOTAUX	308	211

Détail des produits et charges exceptionnels (en k€) :

	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Provisions réglementées	92	75
Boni rachat d'actions		6
Régularisation compte	1	23
TOTAUX	93	104

Les produits à recevoir sont repris dans le tableau ci-dessous (en k€) :

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan	Montant 31/08/15	Montant 31/08/14
Immobilisations financières		
Autres immobilis. financières		
Créances		
Clients et comptes rattachés	737	
Divers	2 517	1 716
Valeurs mobilières de placement	616	426
Disponibilités		
TOTAUX	3 870	2 142

CAPITAL SOCIAL

Catégorie	Au début	Augmentation	Diminution	A la clôture
Nombre d'actions	8 984 492			8 984 492
Valeur nominale	0,7725			0,7725
CAPITAL	6 940 520			6 940 520

Dépréciation (en k€)

Nature des dépréciation	Montant Au début de l'exercice	Augmentation : dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Amortissements dérogatoires	173	92	75	190
Titres de participations	2 614	14		2 628
Sur autres immo. financ.	5 459	1 746		7 204
Sur comptes clients				
Autre dépréciation	26		26	
TOTAUX	8 272	1 852	101	10 022

Echéances des dettes (en k€)

Etat des dettes	Montant Brut	A un an au plus	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans
E & D auprès des Etab. de crédits	2 004	4	1 600	400
Emprunts et dettes financières				
Fournisseurs et comptes rattachés	383	383		
Personnel et comptes rattachés	96	96		
Sécurité sociale et autres organismes	64	64		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	408	408		
Autres impôts, taxes et assimilés	34	34		
Groupe et associés	680	680		
Autres dettes				
TOTAUX	3 668	1 668	1 600	400



Charges à payer (en k€)

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	Montant 31/08/15	Montant 31/08/14
E & D auprès des Etab. de crédits	4	2
Fournisseurs et comptes rattachés	146	120
Personnel et comptes rattachés	54	65
Sécurité sociale et autres organismes	18	20
Etat et autres collectivités publiques	27	36
Autres dettes		599
TOTAUX	250	842

INFORMATIONS SUR LES POSTES DE BILAN ET DE RÉSULTAT, CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS (en k€)

Natures	Entreprises liées	Lien de participation
Immobilisations financières		
Participations	26 302	
Créances rattachées à des participations	19 561	
Prêts		
Autres		
Créances		
Créances clients et comptes rattachés	2 386	
Autres créances	786	
Passif		
Autres dettes financières	680	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Autres dettes		
Éléments d'exploitation		
Chiffre d'affaires	4 041	
Autres produits	518	
Éléments financiers		
Reprise de dépréciations		
Produits de participation	5 983	
Autres produits financiers	477	
Charges financières	1 760	

Engagements de retraite :

Les engagements pris en matière de retraite s'élèvent à 41 K€ et n'ont pas donné lieu à constatation d'une provision. Un contrat d'assurance couvrant l'intégralité des indemnités de fin de carrière a été souscrit par le groupe au cours de l'exercice.

Les hypothèses de calcul retenues par le contrat sont les suivantes :

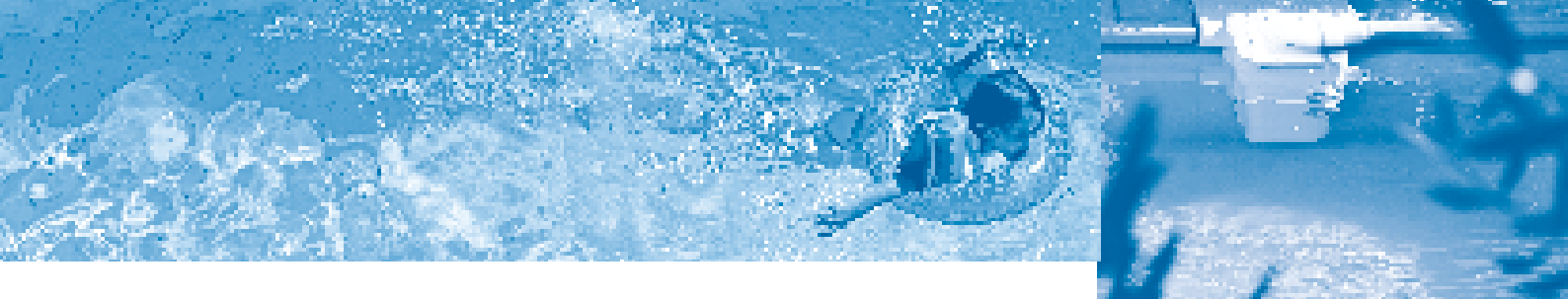
- Un turn-over de 2 %.
- Table de mortalité : les tables retenues sont pour les hommes la table ITH00-02, pour les femmes la table TF00-02.
- Un taux d'actualisation de 2,80 %.
- Un taux de revalorisation des salaires établi à 1,5 %.
- Un départ à la retraite à l'initiative des salariés à 65 ans.

Engagements reçus :

- Engagement de reconstitution de la créance abandonnée au profit de la société DIF à hauteur de 150 k€, en cas de retour à meilleure fortune de cette dernière.
- Garantie au titre du "fonds numérique" à hauteur de 80 % de l'emprunt BPI de 2 M€ à l'origine souscrit sur l'exercice 2014.

Engagements donnés :

- Piscines Desjoyaux s'est portée caution pour quatre prêts concernant la société D.I.F. d'un montant de 3752 K€, le solde dû en capital au 31/08/2015 est de 1 039 K€.
- Piscines Desjoyaux s'est portée caution pour quinze prêts concernant la société Forez Piscines d'un montant de 33400 K€, le solde dû en capital au 31/08/2015 est de 16 772 K€.



- Piscines Desjoyaux s'est portée caution pour 4 prêts concernant la société D.P.I. d'un montant de 3525 K€, le solde dû en capital au 31/08/2015 est de 3092 K€.
- Cautionnement donné par la société à un établissement bancaire en garantie des découverts bancaires susceptibles d'être contractés par dix sociétés de groupe (DP24, DP31, DP59, DP78, DPN, DPC, DPS, DPF, DIF et DP95) à hauteur de 50 K€ chacune.
- Engagement de locations financières soit un montant restant dû au 31/08/2015 de 59 k€.

Les droits acquis par les salariés au titre du droit individuel de formation s'élevaient à 928 heures au 31/12/2014. Depuis le 1^{er} janvier 2015, le Compte Personnel de Formation (CPF) s'est substitué au DIF. Les droits acquis au titre du DIF non consommés au 31/12/2014 peuvent être utilisés dans le cadre du CPF jusqu'au 31/12/2020.

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts latents (en k€)

Nature	Montants
Impositions latentes (passif)	
1 - Décalages imposables au taux de droit commun: <ul style="list-style-type: none"> • Provisions réglementées à réintégrer (amort. dérog.) 	65
2 - Charges déduites	
TOTAL 1	65
Allègements d'impôts latents (actif)	
3 - Décalages taxables au taux de droit commun: <ul style="list-style-type: none"> • Participation 2015 	9
4 - Décalages taxables à un taux réduit: <ul style="list-style-type: none"> • Moins value à long terme intégration fiscale 	
TOTAL 2	9
SOLDE NET PASSIF	56

Nous détaillons ci-après le chiffre d'affaires (en k€)

Rubriques	Montants au 31/08/15	Montants au 31/08/14
Prestations de service	4 014	3 413
Autres	81	16
TOTAL	4 095	3 429

Les prestations de services correspondent aux refacturations de frais à notre filiale principale, la société Forez Piscines.

Nous analysons l'effectif moyen

Rubriques	Effectif moyen Salarié	
	31/08/15	31/08/14
1 • Cadres	7	7
2 • Employés	6	6
TOTAUX	13	13

Rémunération des dirigeants

- Membres des organes de direction : 243 085 €.

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices (en k€)

Nature de résultat	Exercice clos le 31/08/15		
	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat après impôt
1. Résultat courant	5 244	- 226	5 470
2. Résultat exceptionnel à court terme	11	4	7
3. Résultat exceptionnel à long terme			
4. Participations des salariés	- 25	- 10	- 15
5. Charges et profits d'intégration fiscale		497	- 497
6. Créances d'impôt		- 41	41
7. Contribution dividendes		137	- 137
TOTAUX	5 230	361	4 869



À compter du 01/09/93 la société a opté pour le régime du bénéfice intégré. Le périmètre d'intégration est le suivant:

- Piscines Desjoyaux SA (tête du Groupe)

- Forez Piscines SAS

Quatre filiales ont opté à compter du 01/09/04, il s'agit de:

- Desjoyaux Piscines France (DPF)

- Desjoyaux immobilière France (DIF)

- Desjoyaux Piscines 78 (DP78)

- Desjoyaux Piscines 95 (DP95)

Deux filiales ont opté à compter du 01/09/05, il s'agit de:

- Desjoyaux Piscines Saint-Étienne (DPS)

- Desjoyaux Piscines Nantes (DPN)

Deux filiales ont opté à compter du 01/09/07, il s'agit de:

- Desjoyaux Piscines 59

- Desjoyaux Piscines Caen (DPC)

Une filiale a opté à compter du 01/09/08, il s'agit de:

- DP 31

Une filiale a opté à compter du 01/09/09, il s'agit de:

- DP 24

Une filiale a opté à compter du 01/09/11, il s'agit de:

- DPI

Trois filiales ont opté à compter du 01/09/14, il s'agit de:

- DP 27

- DP 60

- DP 2B

L'impôt est comptabilisé dans chaque société comme si elle était redevable de l'impôt de manière indépendante. En cas de déficit d'une société, celle-ci comptabilise un profit d'intégration fiscale égal à l'économie d'impôt sur les sociétés procurées au Groupe par la prise en compte de ce déficit.

L'accord de participation auquel adhère la société prévoit de retenir le calcul le plus intéressant entre la participation sur les comptes consolidés, et l'addition des participations de chaque société du Groupe. Au 31/08/14, seul le résultat de Forez Piscines donne droit à une participation qui a été répartie sur chaque société à hauteur des salaires y ouvrant droit.

TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS (EN k€)

FILIALES + 50 % du capital détenu	FOREZ Piscines	D.P.F.	D.I.F.	DPI	TOTAUX
Capital social	425	500	40	40	1 005
Capitaux propres avant affectation	31 653	- 3 489	- 577	- 3 485	24 102
% détenu	99,72	100	99,75	100	
Valeur comptable des titres détenus brute	23 674	2 528	40	40	26 282
Valeur comptable des titres détenus nette	23 674	0	0	0	23 674
Prêts et avances consentis et non remboursés	7 469	5 783	2 433	3 878	19 563
Montant cautions et avals donnés par la Sté	16 772		1 425	3 525	21 722
Chiffre d'affaires HT de l'exercice	62 012	10	219		62 231
Résultat bénéfice ou perte de l'exercice	3 175	- 1 076	- 61	- 955	1 083
Dividendes encaissés par la Sté au cours de l'exercice	5 983				5 983
FILIALES - 50 % du capital détenu	Desjoyaux Curitiba Comercio de Piscinas		Piscinas Desjoyaux Industria Comercio de Piscinas Ltda		TOTAUX
Capital social	306		27		333
Capitaux propres avant affectation	- 117		- 275		- 396
% détenu	4,12		10		
Valeur comptable des titres détenus brute	19		1		20
Valeur comptable des titres détenus nette	0		0		
Prêts et avances consentis et non remboursés					
Montant cautions et avals donnés par la Sté					
Chiffre d'affaires HT de l'exercice	636		171		807
Résultat bénéfice ou perte de l'exercice	10		- 125		- 115
Dividendes encaissés par la Sté au cours de l'exercice					

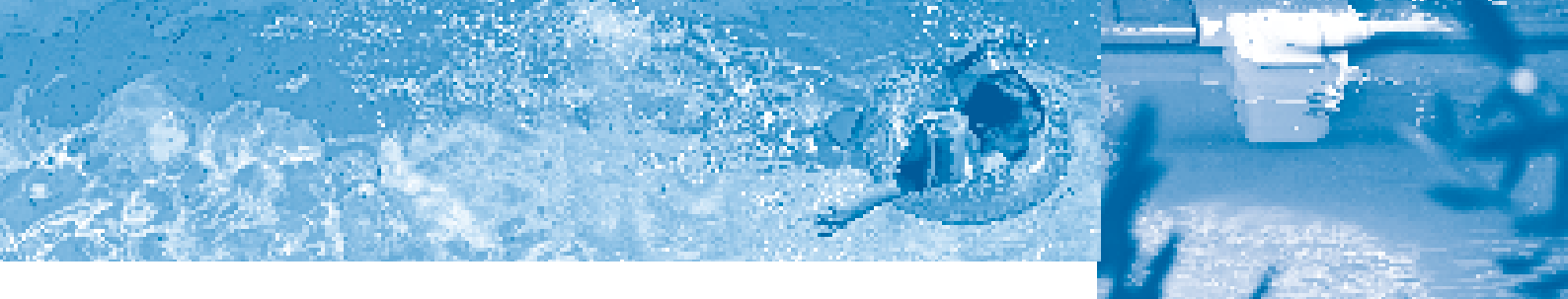


TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

RÉSULTAT NET (EN k€)	4 868
Dotations Amortissements et provisions	2 039
Reprise Amortissements et provisions	- 101
Plus et moins valeurs de cession	- 18
Variation de BFR lié à l'activité	- 2 512
Flux net de trésorerie généré par l'activité	4 276
Décassement/Acquisition d'immobilisations incorporelles	- 39
Décassement/Acquisition d'immobilisations corporelles	- 58
Encaissement/Cession immos corporelles et incorporelles	19
Décassement/Acquisition immos financières	- 2 023
Décassement/Acquisition/Placements	
Encaissement/Cession immos financières	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements	- 2 101
Dividendes versés aux actionnaires	- 4 582
Encaissement provenant d'emprunts	0
Remboursement d'emprunts	0
Flux trésorerie lié aux opérations de financement	- 4 582
Trésorerie d'ouverture (valeur brute)	12 438
Trésorerie de clôture (valeur brute)	10 031
Variations de trésorerie	- 2 407



RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2015

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées. Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article R. 225-38 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs et examinées par le conseil d'administration en application de l'article L. 225-40-1 du code de commerce, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Ces conventions sont présentées dans le tableau qui suit.

Fait à Villars et Saint-Etienne, le 21 décembre 2015

Les Commissaires aux Comptes

SECA FOREZ

Pierre Gerard

MICHEL TAMET & ASSOCIÉS

Michel Tamet

CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Sociétés concernées	Nature, objet, modalités des conventions	Capital initial de l'emprunt
DIF S.A.R.L	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	1 000 000 €
DIF S.A.R.L	Caution en garantie d'emprunt BNP	2 000 000 €
DIF S.A.R.L	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	200 000 €
DIF S.A.R.L	Caution en garantie d'emprunt CRCA	552 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	2 250 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt BNP	3 750 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	5 000 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	1 000 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	1 000 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt CRCA	3 000 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	1 500 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt OSÉO	3 600 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	1 300 000 €
FOREZ PISCINES S.A.S	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	1 500 000 €
DPF (cf. TUP de DP77 à DPF)	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	200 000 €
DP 24 - DP 31 - DP 59 DP 78 - DP 95 - DPN DPC - DPS - DPF - DIF DP INTERNATIONAL	Caution donnée à la Société Générale en garantie des découverts contractés par ces sociétés à hauteur de 50 k€	50 000 € par société
DP INTERNATIONAL	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	1 000 000 €
DP INTERNATIONAL	Caution en garantie d'emprunt Société Générale	1 000 000 €
DP INTERNATIONAL	Caution en garantie d'emprunt BNP	1 600 000 €

Nous vous précisons qu'au 31 août 2015, les capitaux restant dus sur les emprunts listés ci-dessus s'élevaient à :

- 1 039 K€ pour les quatre emprunts contractés par la société SARL DIF;
- 9 371 K€ pour les huit emprunts contractés par la société SAS FOREZ PISCINES;
- 2 212 K€ pour les trois emprunts contractés par la société SARL DESJOYAUX POOLS INTERNATIONAL;
- 46 K€ pour l'emprunt dont est débitrice la société SARL DPF (cf. TUP de DP77 à DPF).

Société concernée	Nature, objet, modalités des conventions	Montant concerné
DIF SARL	Abandon de créance avec clause de retour à meilleure fortune, ladite clause est limitée dans le temps, et ce, jusqu'au 31/08/2017.	150 000 €

Sociétés concernées	Nature, objet, modalités des conventions	Montant comptabilisés
FOREZ PISCINES S.A.S	Location des locaux à la Fouillouse au lieu-dit "La Gouyonnière"	36 192 € (Charges)
FOREZ PISCINES S.A.S	Redevance pour la concession exclusive de brevets et marques	518 327 € (Produits)



CERTIFICATION DES RÉMUNÉRATIONS

(Article L. 225-115-4° du Code de commerce)

Le montant global des rémunérations versées aux cinq personnes les mieux rémunérées s'est élevé pour l'exercice clos le 31 août 2015 à la somme de: 386 610 € (trois cent quatre-vingt-six mille six cent dix euros)

Fait le 21 décembre 2015

Le Président Directeur Général

CERTIFICATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En application des dispositions de l'article L. 225-115-4° du Code de commerce, nous certifions exact le montant global ci-dessus précisé.

Fait à Villars et Saint-Etienne, le 21 décembre 2015

Les Commissaires aux Comptes
SECA FOREZ

Pierre Gerard

MICHEL TAMET & ASSOCIÉS

Michel Tamet

TEXTE DES RÉSOLUTIONS PROPOSÉES A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

> Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et des rapports des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 août 2015, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, elle approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit code, qui s'élèvent à un montant global de 15 426 € et qui ont donné lieu à une imposition de 5 311 €.

En conséquence, elle donne pour l'exercice clos le 31 août 2015 quitus de leur gestion à tous les administrateurs.

> Deuxième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du groupe et du rapport des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes consolidés, tels qu'ils lui ont été présentés se soldant par un bénéfice de 2 660 k€.

> Troisième résolution

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 4 867 559,40 € de la manière suivante :

Aux actionnaires à titre de dividendes, la somme de 4 582 090,92 €

Le solde aux réserves, soit..... 285 468,48 €

Total égal au résultat de l'exercice..... 4 867 559,40 €

Le dividende par action s'élèvera ainsi à 0,51 euro et sera mis en paiement à compter du 15 février 2016.

Les sommes attribuées aux actionnaires, personnes physiques, à titre de dividendes seront éligibles à l'abattement prévu par les dispositions de l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Dividendes
2013-2014	4 582 090,92
2012-2013	4 582 090,92
2011-2012	4 582 090,92

> Quatrième résolution

L'Assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur les opérations d'options de souscription et d'achat d'actions et du descriptif du programme de rachat d'actions autorise le Conseil d'administration, à procéder, conformément à l'article L. 225-209 du Code de commerce à des rachats d'actions de la Société dans la limite de 10 % du capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme, aux seules fins d'animer le cours par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Le nombre d'actions à acquérir est limité au plafond légal de 10 % du capital social.

Le prix unitaire maximum net d'achat des actions, hors frais, ne devra pas être supérieur à 16 euros. En conséquence, le montant maximum que la société est susceptible de payer dans l'hypothèse d'achat au prix maximum de 16 euros s'élèverait à 14 375 184 euros, sur le fondement du capital social au 5 février 2016.

Les rachats d'actions pourront s'opérer par tous moyens, en une ou plusieurs fois, y compris en période d'offre publique, et notamment par voie d'achat de blocs de titres ou par applications hors marché et ce pendant une période de 18 mois à compter de ce jour.

Cette autorisation remplace celle accordée par l'Assemblée générale ordinaire annuelle du 6 février 2015 dans sa quatrième résolution.

En vue d'assurer l'exécution de la présente résolution, tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de délégation, à l'effet de :

- passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, notamment en vue de la tenue des registres d'achats et ventes d'actions ;

- remplir toutes autres formalités, et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire en vue de la parfaite exécution de cette opération.

> Cinquième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce et statuant sur ce rapport, prend acte que les conventions conclues et autorisées antérieurement se sont poursuivies et qu'aucune convention visée à l'article L. 225-38 dudit Code n'a été conclue au cours de l'exercice.

> Sixième résolution

L'Assemblée Générale, constatant que les mandats d'administrateur de Monsieur Jean-Louis DESJOYAUX, Monsieur Nicolas DESJOYAUX et Madame Catherine JANDROS viennent à expiration ce jour, renouvelle ces mandats pour une nouvelle période de six ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires à tenir dans l'année 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.



RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

> Septième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, statuant en application des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail, décide, sous condition suspensive de l'adoption de la résolution ci-après, d'autoriser le Conseil d'administration, sur sa seule décision, à augmenter le capital social, en une seule fois, à concurrence d'un montant maximal égal à 3 % du capital actuel, par la création et l'émission d'actions nouvelles, et ce dans les conditions fixées par les dispositions légales précitées.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration aux fins de déterminer l'époque de réalisation de cette augmentation de capital, ainsi que ses conditions et modalités de réalisation, notamment déterminer le prix d'émission des actions nouvelles conformément aux dispositions de l'article L. 3332-18 et suivants du Code du travail, leur mode et les délais de libération, les délais de souscription.

Le Conseil d'administration jouira de tous les pouvoirs nécessaires pour décider et exécuter tous actes, prendre toutes mesures et accomplir toutes formalités nécessaires en vue de la réalisation de l'opération d'augmentation de capital ainsi autorisée, apporter aux statuts de la société toutes modifications nécessitées par la réalisation de cette augmentation de capital dans le cadre de l'autorisation qui vient de lui être conférée.

> Huitième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, décide la suppression du droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et l'attribution du droit de souscription aux actions nouvelles à émettre, dans les conditions définies par la résolution qui précède, au profit des salariés de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce adhérant à un plan d'épargne entreprise et/ou à un plan partenarial d'épargne salariale volontaire qui seraient mis en place au sein de la société.



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'AUGMENTATION DE CAPITAL RÉSERVÉE AUX ADHÉRENTS D'UN PLAN D'ÉPARGNE D'ENTREPRISE ET/OU D'UN PLAN PARTENARIAL D'ÉPARGNE SALARIALE VOLONTAIRE QUI SERAIENT MIS EN PLACE AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ

Assemblée Générale du 5 février 2016 - Septième et huitième résolution

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 et suivants du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'augmentation de capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription, à concurrence d'un montant maximal égal à 3 % du capital actuel, réservée aux salariés de votre société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L.225-180 du code de commerce adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise et/ou d'un plan partenarial d'épargne salariale volontaire qui seraient mis en place au sein de la société, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Cette augmentation de capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L.225-129-6 du code de commerce et L.3332-18 et suivants du code du travail.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer le pouvoir de fixer les modalités de cette opération et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions à émettre.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et R.225-114 du code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription, et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Le rapport du conseil d'administration appelle de notre part l'observation suivante:

Ce rapport renvoie aux dispositions prévues par l'article L.3332-20 du code du travail sans que la méthode qui sera retenue, le cas échéant, parmi les deux prévues par cet article, soit précisée.

Les conditions définitives de l'augmentation de capital n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de l'utilisation de cette délégation par votre conseil d'administration.

Fait à Villars et Saint-Etienne, le 21 décembre 2015

Les Commissaires aux Comptes

SECA FOREZ
Pierre Gerard

MICHEL TAMET & ASSOCIÉS
Michel Tamet

